

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE
MÉTROPOLITAIN

RELANÇONS **MTL**



PLAN D'ACTION POUR RENFORCER LE SECTEUR FINANCIER

Codéveloppé par



Partenaire de contenu





Michel Leblanc

Président et chef de la direction

- Chambre de commerce du Montréal métropolitain

La crise provoquée par la COVID-19 a causé un choc brutal à notre économie. Tous les ordres de gouvernement ont réagi promptement afin de stabiliser l'économie et d'éviter le plus possible un cercle vicieux entraînant de trop lourdes pertes d'emplois et des faillites. Un autre acteur a joué un rôle extrêmement important à cet égard : le système financier, qui s'est avéré le pivot dont les entreprises et les particuliers avaient besoin.

Sa solidité et sa résilience ont été déterminantes et continuent de l'être. La Banque du Canada maintient des taux d'intérêt très bas, en plus d'injecter des liquidités pour stabiliser le système financier. Les agences réglementaires ont affiché une plus grande souplesse en regard de leurs exigences habituelles. En plus de devoir provisionner des pertes significatives, les institutions financières ont apporté des ajustements importants pour soutenir leurs clientèles, notamment en acceptant le report de remboursements d'emprunt et en agissant comme porte d'entrée de certains programmes d'aide gouvernementale. Si Montréal connaît le meilleur rebond d'emploi parmi les grandes villes d'Amérique du Nord, on doit une fière chandelle au système financier canadien.

Cela dit, ce dernier est lui-même confronté à des enjeux et à la poursuite de son développement : les appels à une finance durable, le cyberrisque, les technologies financières ou fintechs, l'ouverture sur l'international et à une plus grande concurrence et l'accès aux talents. Dans le cadre de Relançons MTL et de son plan d'action pour renforcer le secteur des services financiers, nous aborderons en profondeur ces défis pour pouvoir les transformer en occasions d'affaires en mettant à contribution tous les acteurs clés de la grappe financière du Québec.

Cette crise risque bien de durer et l'incertitude demeure élevée. La collaboration soutenue entre les trois ordres de gouvernement et les institutions financières est cruciale pour développer des approches sectorielles qui permettront à nos entreprises de se garder à flot. Pour nos institutions financières, le moment est venu de consolider leur rôle d'accompagnement auprès des entreprises qui désirent axer davantage leur modèle d'affaires sur la transformation numérique, le virage vert, l'inclusion, l'achat local et l'internationalisation.



Jacques Deforges

Directeur général

- Finance Montréal

Partout dans le monde, la pandémie de COVID-19 a secoué l'ensemble des industries. Au Québec, le secteur de la finance et des assurances, bien que très résilient, n'a pas été épargné. Par ailleurs, la nouvelle conjoncture, impossible à prévoir, a contraint les différents acteurs du secteur à revoir leurs pratiques pour que l'industrie des services financiers poursuive son rôle de soutien à l'économie d'ici.

Pour opérer cette transformation profonde, c'est l'ensemble du secteur financier qui s'est fortement mobilisé. Naturellement, même à distance, Finance Montréal a répondu présent, notamment en continuant d'agir en tant que point de rencontre de l'industrie, et ce, tous secteurs confondus. Finance Montréal favorise en effet les échanges, et c'est justement de ces précieux échanges qu'émergent des initiatives qui vont positionner Montréal et le Québec comme places financières de premier plan.

Je crois que plus que jamais l'une des clés de la relance réside dans les échanges entre les différents joueurs de l'industrie et dans la capacité de bâtir des réseaux dans les domaines incontournables pour la finance de demain. Finance durable, fintech et développement des talents sont autant de pôles fondamentaux pour l'industrie financière. Chers à Finance Montréal et à ses partenaires, ils représentent des leviers de croissance importants pour faire de la place financière québécoise un terreau favorable à un plan de relance ambitieux et durable.

TABLE DES MATIÈRES

Mot de Michel Leblanc	2
Mot de Jacques Deforges	3
Sommaire	5
Introduction	11
1. L'état de situation avant la COVID-19	19
• L'importance stratégique du secteur pour l'économie de la métropole	19
• Les principaux enjeux de développement avant la COVID-19	27
2. Répercussions de la crise sur le secteur	34
3. Contribution du secteur à la relance	39
4. Occasions d'affaires	46
5. Pistes d'action et recommandations pour le Grand Montréal	51
Annexes	57

SOMMAIRE

Le secteur financier en mode solution

Durant la crise financière mondiale de 2008, le système financier était au cœur du problème.

Il est maintenant au cœur de la solution, en appui aux secteurs de l'économie réelle.

- Tôt dans cette crise de la COVID-19, les banques centrales ont injecté les liquidités nécessaires au bon fonctionnement des marchés financiers et du système bancaire.
- La baisse généralisée des taux d'intérêt a réduit les coûts d'emprunt des consommateurs et des entreprises.
- Les banques ont été une courroie de transmission pour plusieurs programmes d'aide gouvernementale, notamment pour les PME. Elles ont accepté le report pour six mois des paiements sur de nombreux prêts hypothécaires et commerciaux.
- Fortement capitalisées, les banques ont absorbé d'importantes provisions pour pertes, mais elles demeurent solides.
- Le secteur financier, qu'il s'agisse des banques, des fonds d'investissement en capital de développement ou en capital-risque, est prêt pour la relance de l'économie, notamment pour appuyer les investissements des entreprises qui veulent se moderniser et assainir leurs bilans trop endettés.

Des pistes d'action pour le secteur

Même si elles traversent plutôt bien la crise, malgré les pertes sur prêt, les institutions financières ont leur propres défis à relever pour assurer leur avenir.

Les principaux défis du secteur financier

- Prendre le virage de la finance durable, notamment dans la gestion des fonds dits ESG (Environnement, Social, Gouvernance).
- Investir davantage en fintech pour réduire leurs coûts et améliorer leurs services pour mieux répondre aux besoins des clients.
- Se préparer au système bancaire ouvert qui accentuera la concurrence.
- Se prémunir contre les cyberrisques.
- Attirer et former les talents pour travailler dans un environnement plus technologique.

Des pistes d'action pour le secteur financier

- Faire de Montréal un pôle d'excellence nord-américain dans le domaine de la finance durable.
- Attirer et former le talent nécessaire pour œuvrer dans un secteur financier plus technologique.
- Participer à l'élaboration d'un système bancaire ouvert et s'y préparer activement.
- Accélérer la mise en place d'une identité numérique nationale.
- Renforcer l'expertise en cybersécurité, tant pour les institutions financières que pour les organisations traitant des données personnelles.

Des pistes d'action pour le secteur

Le système financier canalise l'épargne vers les entreprises et les ménages qui ont besoin de financement.

Les institutions financières connaissent bien la situation et les besoins de leurs clients.

Cette étude met à profit leur connaissance du terrain pour suggérer des pistes d'action pour accélérer la relance de l'économie et préparer les entreprises aux nouvelles réalités.

Des pistes d'action suggérées par le secteur financier pour renforcer le reste de l'économie

- Les mesures d'aide gouvernementales aux entreprises doivent devenir plus ciblées, plus structurantes et être bien arrimées aux services offerts par les institutions financières.
- Les gouvernements doivent élaborer une stratégie claire pour accélérer la numérisation des entreprises, la formation et la requalification de la main-d'œuvre et une transition vers une économie sobre en carbone, résiliente et inclusive.
- Les institutions financières doivent appuyer les entreprises qui étaient rentables avant la crise et qui veulent investir dans la modernisation de leurs opérations et au besoin, ajouter à leur capital-actions pour assainir leur bilan.
- Les institutions financières doivent appuyer les nouveaux entrepreneurs et donner une deuxième chance à ceux qui auront fait faillite et qui présenteront un solide plan d'affaires.

Faits saillants des priorités identifiées dans le cadre du Forum stratégique sur les services financiers (1/2)

Le 6 novembre 2020, le Forum stratégique sur les services financiers, organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et ses partenaires, a permis de mettre en lumière les enjeux auxquels font face les entreprises du secteur.

Le Forum, qui a réuni près de 400 participants, a permis d'échanger sur les faits saillants du plan d'action et de réfléchir sur l'avenir post-COVID de ce secteur.

Lors de ce forum, une séance de travail interactive a permis de prioriser les enjeux et les pistes d'action. Les grands constats sont les suivants :

- 1) **Les défis pré-COVID** : Parmi les quatre défis pré-COVID du secteur présentés dans le plan de relance, les répondants ont identifié les **changements climatiques et l'inclusion**, de même que le **cyberrisque**, comme étant ceux qui les interpellent le plus.
- 2) **Les programmes d'aide gouvernementaux** : Les acteurs du secteur sont bien placés pour évaluer l'efficacité et l'impact des programmes d'aide gouvernementaux sur leurs clients commerciaux. Les répondants ont identifié la **Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)** comme le programme d'aide ayant eu le plus d'impact, suivi du **Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC)** et du **Programme de crédit aux entreprises (PCE)**. (*À noter que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ne faisait pas partie des choix de réponses, comme la PCU vise les particuliers seulement.*)
- 3) **Les pistes d'action pour l'industrie** : Une grande majorité des répondants souhaiterait que le secteur priorise avant tout **le positionnement du Grand Montréal comme pôle nord-américain de la finance durable**, ainsi que **l'attraction et la formation du talent nécessaire pour œuvrer dans une finance plus technologique**.

Faits saillants des priorités identifiées dans le cadre du Forum stratégique sur les services financiers (2/2)

La combinaison des faits saillants de cette séance collaborative et du plan d'action qui suit constitue la feuille de route proposée par Relançons MTL pour renforcer le secteur. Les différentes parties prenantes peuvent la mettre en œuvre pour assurer la relance du secteur.

- 4) **Les pistes d'action pour le gouvernement** : Les participants du Forum ont été invités à se mettre à la place des gouvernements afin de prioriser les pistes d'action gouvernementales pour le secteur. Une majorité de répondants souhaiterait que le gouvernement priorise la **révision des mesures d'aide aux entreprises** afin qu'elles soient plus ciblées et structurantes, ainsi que la **présentation d'une vision claire et à long terme de l'économie** afin de rallier les efforts du milieu financier et d'encourager l'investissement.
- 5) **Les autres réactions** : Lors du Forum, les conférenciers ont également insisté sur l'importance de :
1) maintenir l'accélération du virage numérique du secteur; 2) faire de Montréal un carrefour mondial de la cybersécurité; et 3) assurer la compétitivité des institutions financières canadiennes, via la technologie, la main-d'œuvre et le capital, pour contribuer à une relance verte et inclusive.

Enfin, les participants ont eu l'occasion de partager d'autres idées dans le cadre d'une question ouverte, menant à la définition de pistes d'action supplémentaires pour la relance.

Parmi celles-ci, pour les entreprises :

- « *Mettre en place un groupe de travail pour la standardisation des mesures d'impact social et environnemental pour la finance, à tous les niveaux de la chaîne de financement et d'investissement.* »
- « *Développer un programme (...) de communication et d'éducation autour de la protection des données des consommateurs, qui sera mieux assurée dans un système bancaire ouvert, de façon à susciter la confiance des consommateurs et des PME.* »

...et pour les gouvernements :

- « *Encourager l'entrepreneuriat hybride afin d'atténuer le risque pour les entrepreneurs souhaitant se lancer en affaires.* »

INTRODUCTION

Relançons MTL : une initiative pour mobiliser les acteurs-clés de l'économie du Grand Montréal

La crise de la COVID-19 a des répercussions importantes sur l'ensemble de la société. D'une crise sanitaire a émergé une crise économique sans précédent. Les impacts de cette crise sur l'économie de la métropole varient grandement d'une industrie à l'autre. Alors que certains secteurs subissent d'importantes pertes et doivent réinventer leur modèle d'affaires, d'autres sont dans une période de croissance et doivent composer avec une rareté de main-d'œuvre. Si les entreprises et les secteurs d'activité font face à des défis de taille, les occasions à saisir sont nombreuses et le virage vers une économie plus sobre en carbone demeure une priorité.

La crise qui sévit mobilise l'ensemble des acteurs montréalais. Les gouvernements provincial et fédéral, de même que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et ses 82 municipalités, déploient des efforts considérables pour contribuer à la relance de leurs économies sur des bases durables.

Dans cette foulée, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et une vingtaine de partenaires ont lancé le mouvement Relançons MTL, appuyé par le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec, la Communauté métropolitaine de Montréal, la Ville de Montréal, en association avec Investissement Québec et en collaboration avec le Palais des congrès de Montréal. Ce mouvement a pour objectif de mobiliser tous les acteurs de l'écosystème économique du Grand Montréal pour la relance des grands secteurs stratégiques de la métropole.

Grâce à des données et à de l'intelligence recueillies en temps réel, chaque secteur fera l'objet d'un diagnostic propre aux enjeux auxquels il fait face.

L'objectif du mouvement est d'acquérir une compréhension fine des enjeux auxquels font face ces secteurs, de trouver des solutions et d'aider à la prise de décision auprès des entreprises et des ordres de gouvernement. Tout cela dans un but commun : réussir la relance de l'économie montréalaise.

L'élaboration de dix plans d'action sectoriels et d'un plan pour le centre-ville de la métropole s'inscrivent dans ce mouvement. Ils seront bonifiés dans le cadre d'une série d'événements virtuels qui permettront d'amorcer une réflexion et la mise en place d'actions pour propulser la relance durable de l'économie et des entreprises de la métropole.

Ce document constitue le plan de relance du secteur financier

Ce plan d'action pour la relance du secteur financier a été développé dans le cadre de Relançons MTL. Les analyses, constats et pistes d'action découlent d'une démarche à la fois rigoureuse et accélérée compte tenu des effets induits par la crise actuelle. Ils s'appuient principalement sur :

- une contribution soutenue de Finance Montréal: études, données, diagnostics, mémoires, démarches réalisées en marge de la crise...;
- une revue de la littérature des conséquences de la COVID, localement et à l'international, et de mesures mises en place pour y pallier;
- la recherche de données secondaires et d'informations complémentaires;
- la réalisation d'entretiens avec des acteurs-clés du milieu (voir la liste en annexe);
- le cadre d'analyse et l'expertise sectorielle de KPMG.

Ce plan propose aux gouvernements et aux acteurs de l'industrie des pistes d'action prioritaires à court terme et d'autres qui s'inscrivent dans une relance durable à plus long terme. Sa portée est métropolitaine, soit le territoire délimité par la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Il est entendu que les pistes d'action seront bonifiées lors d'un Forum stratégique le 6 novembre 2020, à l'aide d'un exercice participatif avec les membres de l'écosystème.

DIX SECTEURS D'INTÉRÊT

- Commerce de détail
- Construction et infrastructure
- Industries créatives
- Sciences de la vie et technologies de la santé
- Services financiers
- Technologies de l'information
- Technologies propres
- Tourisme
- Transport aérien et aérospatiale
- Transport et logistique

Le Grand Montréal : une performance économique solide avant la COVID-19

Le Grand Montréal a été au cœur de la croissance économique du Québec dans les années précédant la COVID-19, agissant à titre de véritable locomotive pour la province.

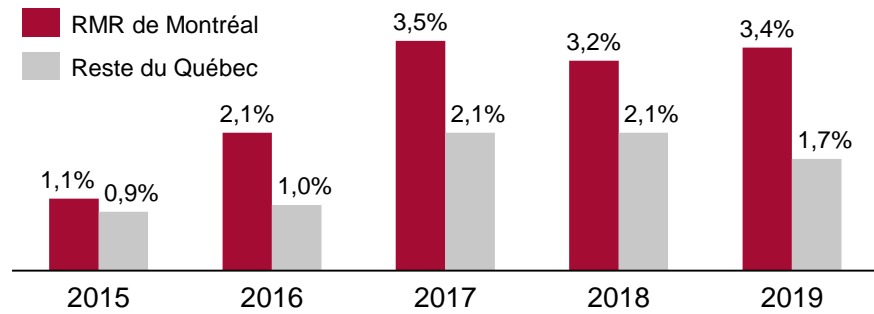
- Entre 2016 et 2019, les taux de croissance enregistrés dans la RMR de Montréal ont été largement supérieurs à la croissance économique du reste du Québec. En 2019, le produit intérieur brut (PIB) de la métropole a même progressé à un rythme deux fois plus rapide qu'ailleurs Québec (3,4 % versus 1,7 %), et a surpassé les taux de croissance des autres grandes RMR canadiennes.

L'économie du Grand Montréal bénéficie notamment :

- de la présence d'une masse critique d'entreprises et d'emplois dans plusieurs secteurs d'activités porteurs qui contribuent à faire de Montréal une métropole dynamique et innovante (secteurs qui font tous l'objet de plans d'action pour la relance);
- d'investissements massifs en infrastructures, dont l'échangeur Turcot, le pont Samuel-de-Champlain ainsi que le Réseau express métropolitain (REM);
- d'un secteur immobilier en forte progression, non seulement sur l'île de Montréal, mais aussi sur la Rive-Sud.

Taux de croissance annuel du PIB réel, RMR de Montréal et reste du Québec

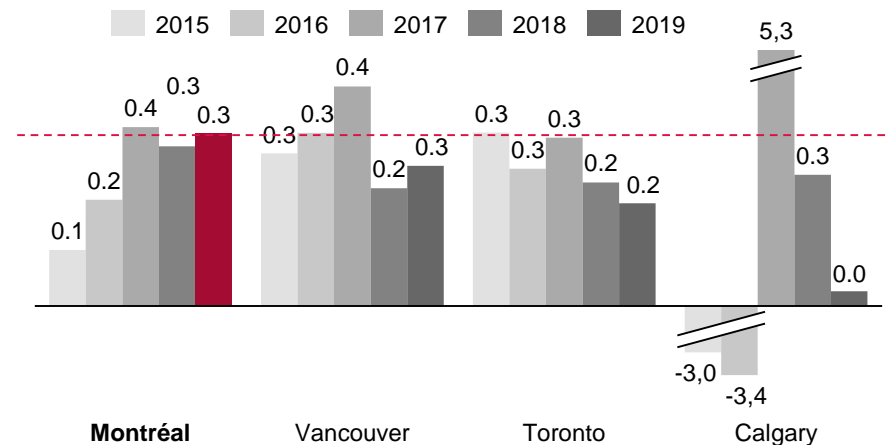
2015 à 2019, en %



Source : Conference Board du Canada..

Taux de croissance annuel du PIB réel, RMR sélectionnées

2015 à 2019, en %



Un impact sans précédent et un rebond impressionnant

De février à avril 2020, l'emploi dans la RMR de Montréal a chuté de 18,0 points, pour rebondir en mai et les mois suivants.

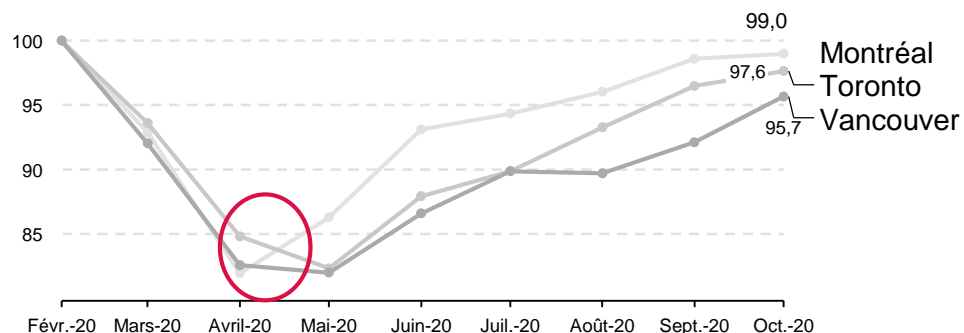
- En octobre, l'emploi demeurerait 1,0 % sous le niveau de février, mais un recul est possible avec le confinement partiel d'octobre.

Le rebond de Montréal est le plus important des 20 plus grandes métropoles nord-américaines.

- La vigueur de l'intervention gouvernementale a limité les pertes d'emplois, notamment par un soutien sans précédent au revenu des ménages – le revenu personnel disponible ayant même augmenté.
- La gestion de la crise sanitaire a également permis une réouverture plus rapide que ce qui est observé chez nos voisins du sud.

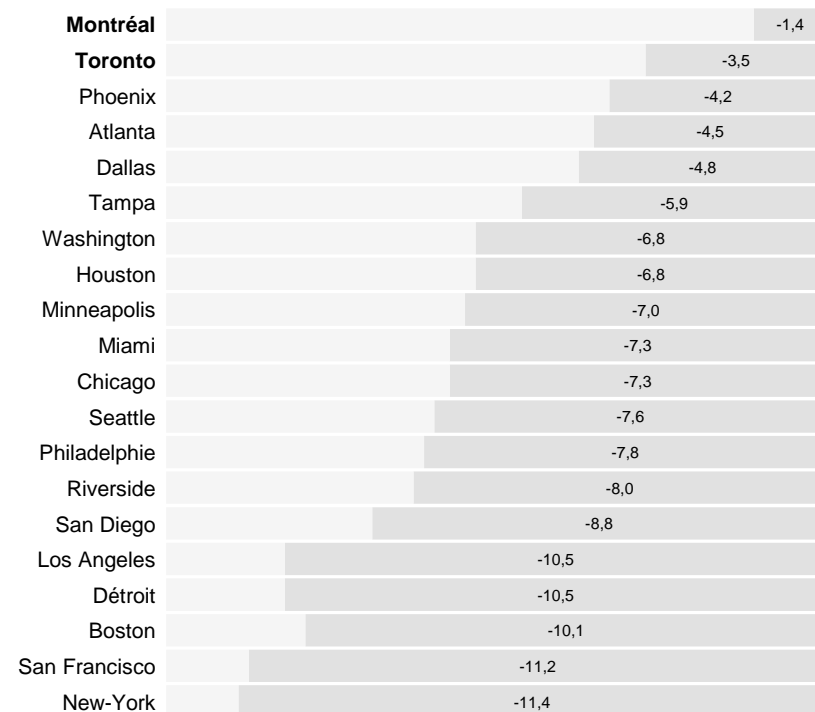
Évolution de l'emploi, régions métropolitaines de recensement sélectionnées

Février 2020 à septembre 2020, février 2020=100



Variation de l'emploi dans les 20 plus grandes métropoles du Canada et des États-Unis

Février à septembre 2020, en %



Source : Statistique Canada (Tableau 14-10-0295-01); Metro Recovery Index (Brookings), 2020.

La confiance des ménages et des entreprises demeure ébranlée, certaines mesures sanitaires restent en place et la capacité productive de l'économie a été réduite.

Le centre-ville demeure durement frappé

Le Grand Montréal a été durement touché par la crise de la COVID-19, la période de confinement s'étant étirée sur une plus longue période qu'ailleurs au Québec. **Mais c'est le centre-ville de Montréal, où travaillent un grand nombre d'employés et où sont situés les sièges sociaux du secteur financier, qui a été et demeure parmi les plus touchés.**

- Avec sa forte concentration d'emplois se prêtant au télétravail, le centre-ville a été délaissé par ses nombreux travailleurs. Un retour progressif a cours, les bureaux étant autorisés à revenir à une capacité maximale de 25 %. À la fin de septembre, on estimait qu'un peu plus du tiers des employeurs aurait atteint ou dépassé la barre des 20 %.
- En raison de la fermeture des frontières canadiennes, les touristes internationaux ne sont pas au rendez-vous. Le taux d'occupation des hôtels du centre-ville de Montréal a chuté de 83 % entre l'été 2020 et l'été 2019, alors que le taux d'occupation hors centre-ville a baissé de 25 %.
- Les spectacles, festivals et autres événements qui animent le centre-ville ont presque tous été annulés de la mi-mars au début du d'août, alors que les activités des théâtres, salles de concert et musées ont été mises sur pause. Malgré un assouplissement des mesures sanitaires en août et septembre, le passage de la grande région de Montréal en zone rouge le 1^{er} octobre dernier force le retour de l'interdiction de rassemblements, intérieurs comme extérieurs.

Variation du nombre d'emplois, secteurs sélectionnés

Québec, périodes sélectionnées, données désaisonnalisées

	Variation Février à avril 2020	Variation Février à septembre 2020
Services d'hébergement et de restauration	-36 %	-10 %
Information, culture et loisirs	-36 %	-11 %
Ensemble de l'économie	-23 %	0 %

Sources : « Les bureaux du centre-ville de Montréal toujours presque vides » (La Presse), 2020; « Bleak summer seen for Montreal hotels, but outlook is better in regions like Charlevoix » (Montreal Gazette), 2020; Statistique Canada (Tableau 14-10-0022-01)..

Les secteurs de l'hébergement et de la restauration ainsi que celui de l'information, de la culture et des loisirs demeurent à ce jour les plus frappés par la crise.

Une relance dont la vitesse et l'intensité varieront selon le secteur et la localisation

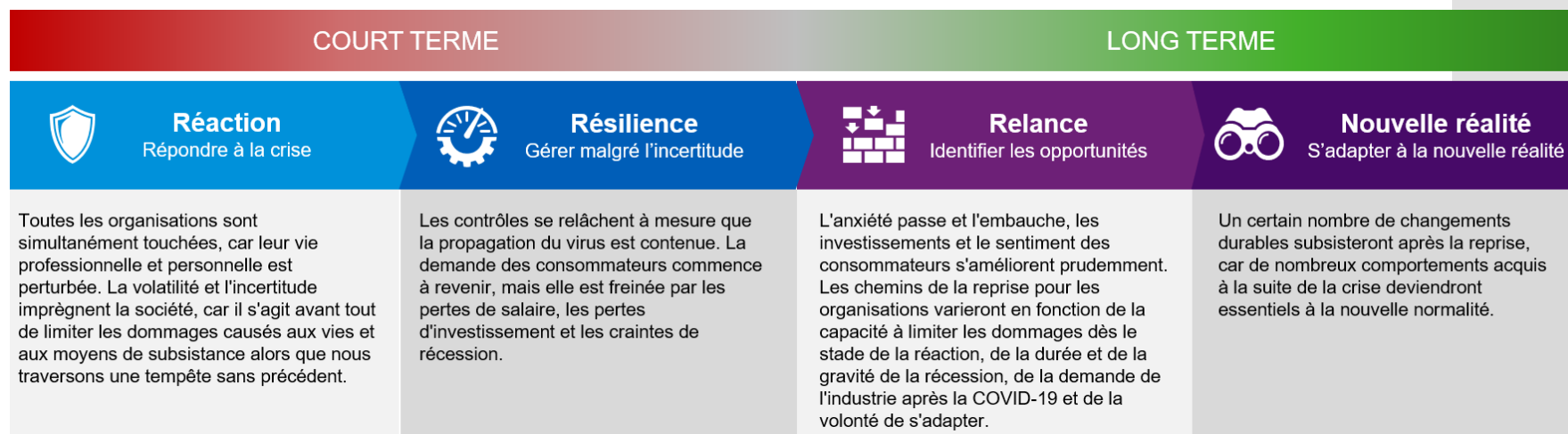
La majorité des entreprises de la région métropolitaine traverseront quatre phases de retour à la croissance.

- Bien que la phase de réponse initiale à la crise soit derrière nous, certaines entreprises œuvrant dans les secteurs les plus touchés naviguent en zone de résilience, alors que d'autres ont amorcé une transition vers la phase de relance, qui vise à ramener leurs activités au niveau pré-crise.

Toutes les entreprises et tous les secteurs économiques ne chemineront pas à travers les différentes phases de retour à la croissance à la même vitesse et un recul est à craindre pour certains lors de la deuxième vague. L'ampleur des changements pour adapter les modèles d'affaires à la nouvelle réalité variera selon le secteur.

La plupart des entreprises ont entamé une réflexion sur la nouvelle réalité qui émergera dans les prochains mois, voire les prochaines années. Les impacts pérennes de la COVID-19 sur les stratégies ou modèles d'affaires des entreprises sont au cœur des préoccupations actuelles.

Les 4 phases du retour à la croissance



Source : KPMG (Juillet 2020) « COVID-19 : Sortie de crise : Soutenir la relance de nos clients »

Un plan d'action structuré autour de cinq chapitres

Le présent plan d'action est structuré comme suit :

- 1 L'état de situation avant la COVID-19
- 2 Les principales répercussions de la crise sur le secteur
- 3 Les occasions d'affaires sectorielles
- 4 La contribution du secteur financier à la relance de l'économie
- 5 Les pistes d'action et recommandations pour le Grand Montréal

1

L'ÉTAT DE SITUATION AVANT LA COVID-19

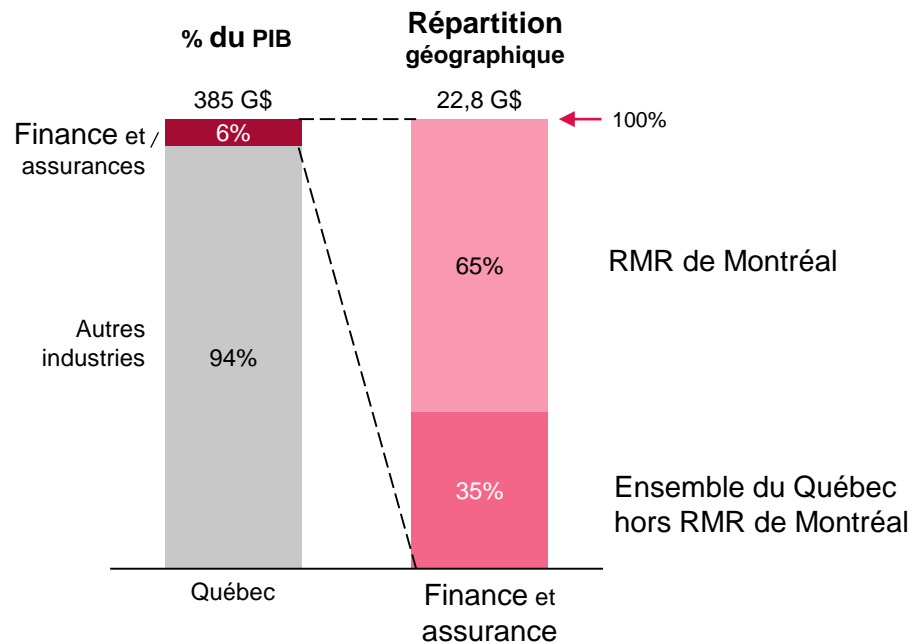
- ▶ • L'importance stratégique du secteur pour l'économie de la métropole
- Les principaux enjeux de développement avant la COVID

Un important contributeur au PIB de Montréal

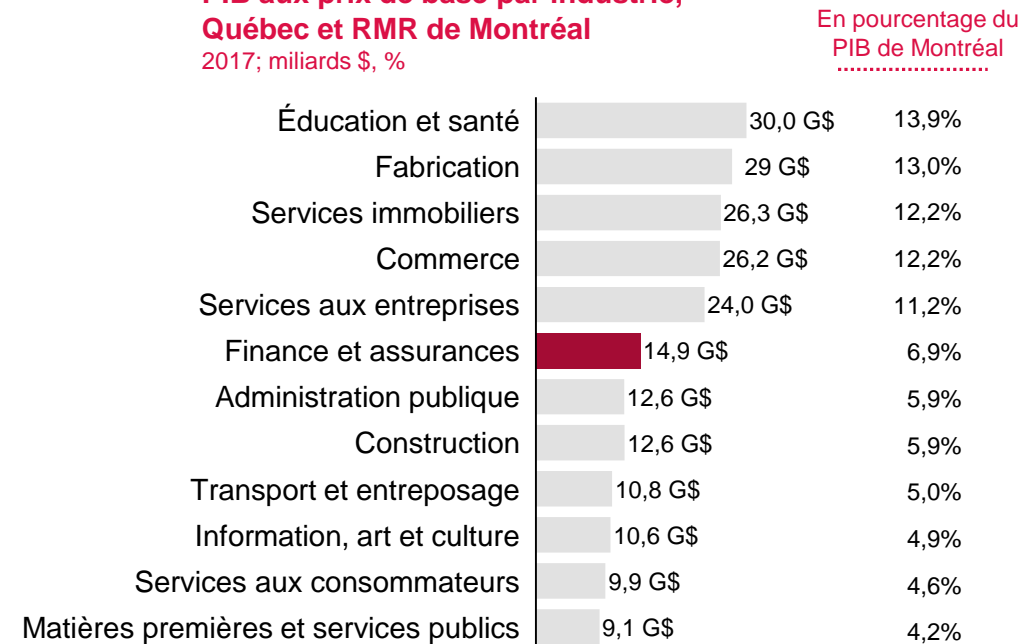
Le secteur de la finance et des assurances est important pour l'économie montréalaise.

- Le secteur québécois de la finance et des assurances est fortement concentré dans la RMR de Montréal (pour les intermédiaires financiers) et de Québec (pour les assureurs). Dans l'ensemble, 65 % du PIB du secteur provient de la métropole. Montréal bénéficie notamment de la présence de sièges sociaux de banques et de fonds d'investissement de grande taille.
- En 2017, le secteur a représenté 6,9 % du PIB, soit une contribution de 14,9 milliards \$ à l'économie montréalaise, et s'est classé au 6^e rang des secteurs les plus importants de son économie.

PIB aux prix de base par industrie, Québec et RMR de Montréal
2017; milliards \$, %



PIB aux prix de base par industrie, Québec et RMR de Montréal
2017; milliards \$, %



Sources : Statistique Canada, ISQ, « PIB et indice de concentration géographique (ICG) de l'industrie finance et assurances », (2017)..

Un employeur majeur pour la métropole

Les services financiers emploient plus de 113 000 personnes, soit 5,1 % de l'emploi de la métropole.

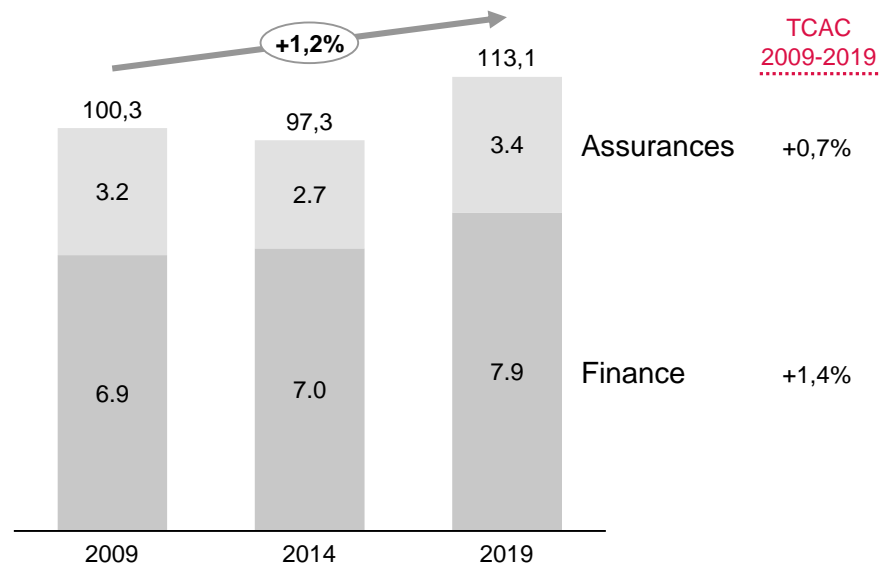
- La finance représente 3,6 % des emplois et les assurances, 1,5 %.

Au cours des 10 dernières années, l'emploi dans le secteur a affiché une croissance annuelle de 1,2 %, soit 13 000 nouveaux emplois.

- La croissance a été plus marquée pour la finance (1,4%) que pour les assurances (0,7 %).

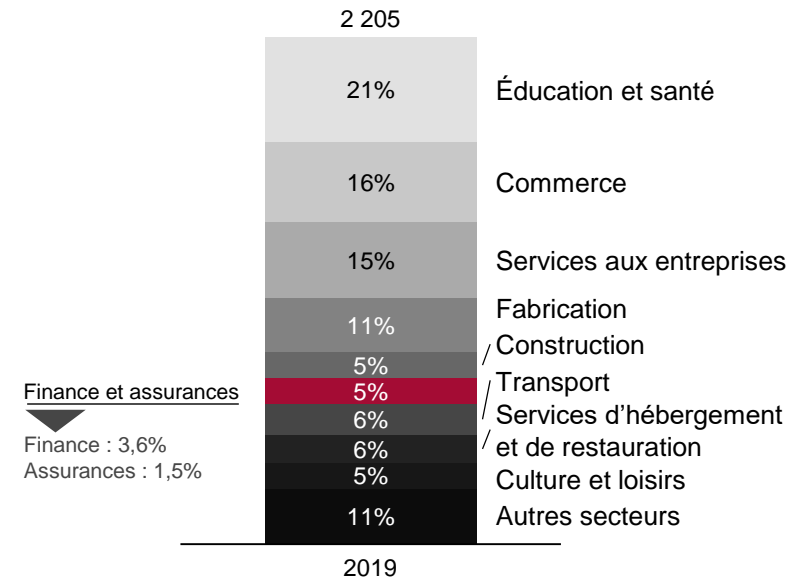
Emplois en finance et assurances, RMR de Montréal

2009, 2014, 2019; milliers d'emplois



Répartition de l'emploi par secteur, RMR de Montréal

2019; % du nombre total d'emplois, milliers d'emplois



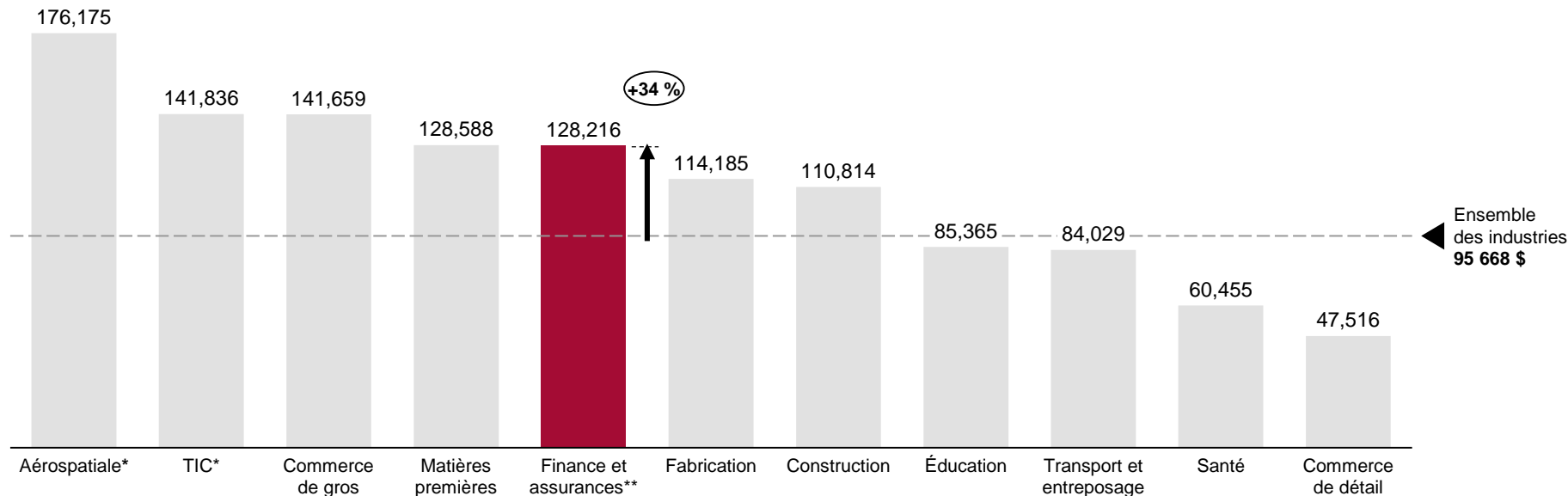
Source: Statistique Canada (Enquête sur la population active)..

Le secteur des services financiers contribue à la hausse de la productivité par habitant de l'économie québécoise

Avec un PIB par emploi de 128 000 \$, le secteur affiche une productivité par emploi de 34 % plus élevée que la moyenne du Québec. Il s'agit d'un des secteurs les plus productifs de l'économie québécoise et contribue par le fait même à rehausser le niveau de productivité global de l'économie du Québec, qui accuse néanmoins du retard en général par rapport au reste du Canada et autres pays industrialisés.

PIB par emploi pour une sélection de secteurs, Québec

2018 sauf indication contraire; en \$/emploi



Sources : Statistique Canada; ISQ, « Produit intérieur brut aux prix de base par industrie », (2018)..

*Données de 2016

**Données de 2017

Des emplois à forte valeur ajoutée

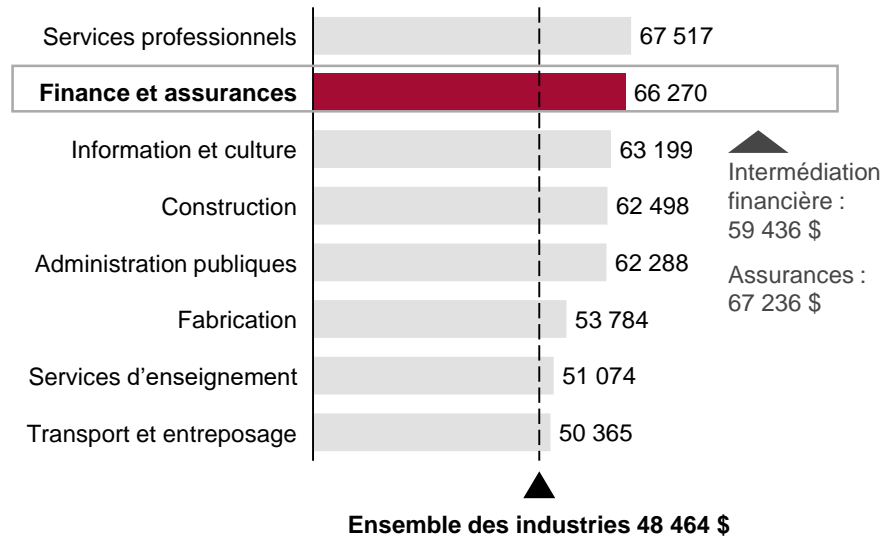
Les salaires sont près de 40 % plus élevés dans les services financiers que dans la moyenne des industries du Québec, un niveau qui s'explique par les compétences requises.

La moitié des employés du secteur de la finance et des assurances ont un diplôme universitaire, une proportion beaucoup plus élevée que la moyenne des industries de la RMR de Montréal, qui est de 37 %.

- Montréal compte sur un vaste bassin de main-d'œuvre qualifiée, soutenu par un milieu universitaire et collégial de haut niveau et par un environnement d'affaires favorable. Plus de 31 000 étudiants universitaires sont inscrits dans des programmes liés à la finance, aux banques d'affaires et à l'informatique.
- Montréal compte la 10^e plus grande association de CFA (*Chartered Financial Analysts*) dans le monde.

Rémunération annuelle par industrie, Québec

2018, en \$



Niveau de diplomation, RMR de Montréal

2018, en %

	Finance et assurances	Ensemble des industries
Aucun certificat, diplôme ou grade	1 %	7 %
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	15 %	18 %
Certificat ou diplôme d'apprenti, d'une école de métiers, d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	26 %	33 %
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	7 %	5 %
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	50 %	37 %

Sources : Statistique Canada, « Produit intérieur brut aux prix de base, », (2019); Statistique Canada, Enquête sur la population active; Montréal International.

Les services financiers ont un impact majeur sur la société

Levier de développement	Acheteur stratégique important	Levier de rayonnement	Donateur social important
<p>Source de capitaux pour les entreprises et les individus</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour le démarrage, les opérations et la croissance des entreprises, ainsi que le crédit à consommation <p>Gestion des risques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les produits dérivés aident à gérer les risques des entreprises • L'assurance protège les entreprises et les individus <p>Gestion de l'épargne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'épargne individuelle et collective dans une perspective de rendement à long terme 	<p>Acheteur de biens et services pour d'autres industries</p> <ul style="list-style-type: none"> • Important consommateur de technologies de l'information et des télécommunications <ul style="list-style-type: none"> – En 2017, le secteur de la finance et des assurances a dépensé 4,4 G\$ en TIC au Québec. • Demande pour plusieurs services professionnels (services juridiques et comptables, conseil, publicité, communication) <ul style="list-style-type: none"> – En 2017, le secteur de la finance et des assurances a dépensé 538,8 M\$ en services professionnels au Québec. 	<p>Secteur au rayonnement international</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favorise la tenue de conférences et d'événements réunissant des experts internationaux • Facilite le réseautage à l'échelle internationale • Visibilité de Montréal auprès de plusieurs investisseurs étrangers potentiels 	<p>Contributeur aux activités caritatives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parmi les principaux donateurs; longue tradition d'engagement communautaire. <ul style="list-style-type: none"> – En 2016, le secteur de l'assurance a effectué des dons de plus de 6,5 M\$ à des organismes communautaires et à des OSBL – Dons auprès de plus de 2 000 organismes actifs au Québec

Sources : Statistique Canada, « Rémunération hebdomadaire moyenne selon l'industrie, données annuelles », (2019); Statistique Canada, Enquête sur la population active; Rapport RCGT sur l'assurance au Québec..

Le secteur montréalais des services financiers se positionne avantageusement dans trois créneaux

Atouts de Montréal dans ses trois spécialités

Caisses de retraite

- Plus de 250 caisses de retraite, dont deux d'envergure mondiale: la Caisse de dépôt et placement du Québec et Investissements PSP.
 - Avec 333 milliards \$ d'actifs, la Caisse est un des grands investisseurs institutionnels dans le monde, notamment dans l'immobilier, les placements privés et les infrastructures.
 - Elle appuie des entreprises québécoises dans leur transformation vers une économie verte, mondiale et numérique.

Fintech

- Une communauté florissante rassemblée autour de la Station FinTech, un espace consacré aux jeunes pousses et offrant des services d'accompagnement.
- De grandes institutions financières désireuses de s'associer aux fintech, d'y investir et capables de développer de nouveaux produits à l'interne.
- Un Forum FinTech, le plus grand congrès du genre au Canada.
- Des chaires et centres de recherche en fintech, en intelligence artificielle et en finance.
- Un bassin de talents profond en TIC, dont plusieurs sont aussi formés dans les services financiers.

Finance durable

- Un intérêt hâtif démontré pour la finance durable.
- 1^{er} au classement en Amérique du Nord pour la finance durable selon le Global Green Finance Index 2020.
- Un écosystème en investissement responsable relativement bien développé et équilibré, avec des acteurs et des organisations positionnés dans la plupart des composantes de l'écosystème.
- Plusieurs universités montréalaises sont engagées dans la formation et la recherche en investissement responsable.

En faire plus pour renforcer la place financière

Le classement mondial de Montréal comme centre financier a reculé ces dernières années.

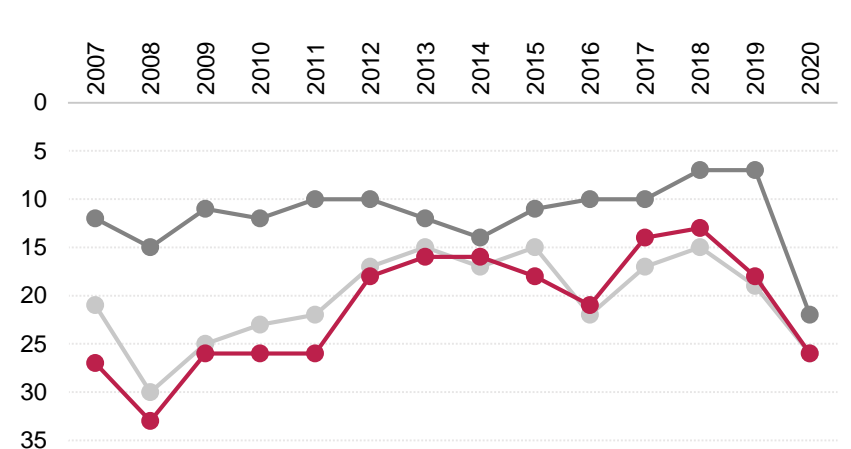
- Selon le Global Financial Centres Index, Montréal se classe au 26^e rang des centres financiers mondiaux, un recul de 12 rangs depuis 2017. Pourtant, la note de Montréal est demeurée stable entre 2017 et 2020 à près de 695 points.
- Montréal a légèrement reculé quant au capital humain et à la réputation. Toronto et Vancouver ont également perdu du terrain, alors que des centres secondaires en Chine et en Europe ont progressé dans le pointage.

Certaines activités financières sont mobiles et Montréal pourrait en gagner une plus grande part.

- Certaines activités doivent être réalisées localement, mais d'autres sont plus mobiles. De grands centres financiers (Toronto ou New York) offrent une concentration importante de ces activités. Cependant, d'autres villes de moindre envergure (Boston, Salt Lake City ou Jacksonville) parviennent à développer un secteur financier supérieur à leur potentiel naturel.
- Avec 5,3 % d'emplois en finance et assurances, Montréal peut augmenter la part d'activités non destinées à Montréal ou remplacer les services qu'elle importe.

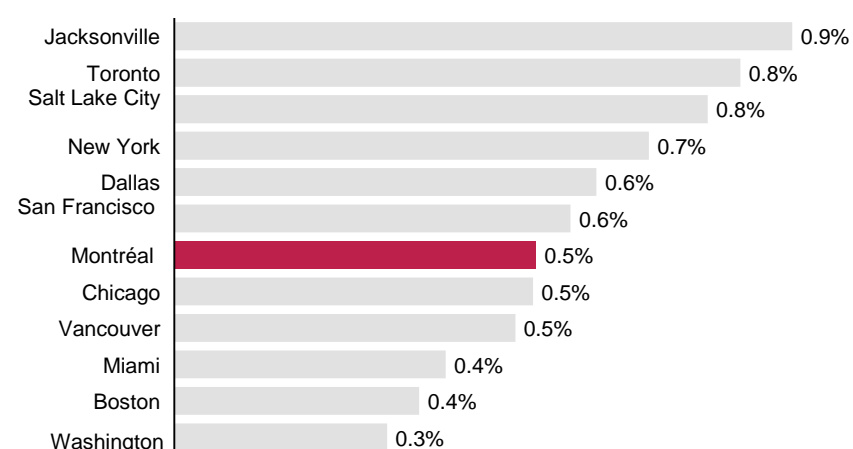
Évolution du classement des centres financiers canadiens à l'échelle mondiale

2020



Proportion des emplois en finance et assurances par rapport au nombre d'emplois total, RMR sélectionnées

2017



Sources : US Census et Enquête sur la population active, « Finance and Insurance: Summary Statistics for the U.S., States »; Global Financial Centres Index, (2020)..

1

L'ÉTAT DE SITUATION AVANT LA COVID-19

- L'importance stratégique du secteur pour l'économie de la métropole
- ▶ • Les principaux enjeux de développement avant la COVID

Un secteur face à cinq enjeux majeurs



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'INCLUSION – La finance durable joue un rôle essentiel dans la transition vers une économie inclusive et sobre en carbone. Le secteur doit transformer ses pratiques et son offre de produits.



LE CYBERRISQUE – L'infonuagique, le télétravail et les transactions en ligne rendent plus difficile la protection des actifs intangibles.



LES FINTECHS – Elles bouleversent l'offre de services et imposent de nouveaux modèles d'affaires.



LE SYSTÈME BANCAIRE OUVERT – Le système bancaire ouvert favorise l'arrivée de nouveaux acteurs. Le Canada tarde à se positionner.



LES TALENTS – Le recrutement des professionnels qualifiés en TI et en finance est un défi.

Les changements climatiques et l'inclusion sociale

La finance durable est jeune. Sa pleine intégration prendra plusieurs années.



La finance durable joue un rôle essentiel dans la transition vers une économie inclusive et sobre en carbone. Le secteur doit transformer ses pratiques et son offre de produits.

La finance durable, qui tient compte des facteurs ESG (Environnement, Social, Gouvernance), est une tendance mondiale lourde.

- Elle transforme la gestion des placements et l'octroi du crédit bancaire.
- La pandémie, l'inclusion des minorités et les droits des autochtones accentuent la dimension sociale.
- La promotion de la diversité est le dossier chaud en matière de gouvernance.
- La lutte aux changements climatiques demeure prioritaire.



30 billions US\$ d'actifs en investissement durable dans le monde, une augmentation de **34 %** en deux ans



55 % des PDG croient que leur organisation doit regarder au-delà de la croissance purement financière pour atteindre un succès durable



81 % des milléniaux veulent en savoir plus sur l'investissement responsable

Selon un sondage de la Banque du Canada sur les risques climatiques, les experts en gestion des risques des institutions financières indiquaient :



Craindre une **baisse de la valeur** des actifs et une atteinte à leur réputation



Déplorer la **confusion** des cibles et des cadres de **divulgence de l'information**



Noter la **vulnérabilité** des assureurs, des caisses de retraite et des banques

Le cyberrisque

Une stratégie transversale de cybersécurité dans l'écosystème financier s'impose.



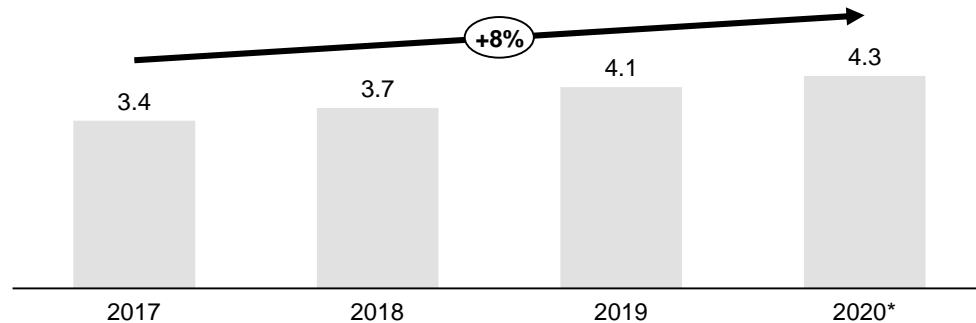
L'infonuagique, le télétravail et les transactions en ligne rendent plus difficile la protection des actifs intangibles.

La transformation numérique n'est pas sans risque.

- De tous les secteurs, c'est la finance qui est la plus touchée par les cyberincidents malveillants.
- Les acteurs du secteur financier sont vulnérables, car ils possèdent de grandes quantités de données personnelles.
- Les cyberincidents paralysent les opérations, portent atteinte à la réputation des organisations et à la confiance de leurs clients. Plus de 80 % des Canadiens réfléchiraient sérieusement avant de traiter de nouveau avec une société qui n'a pas réussi à protéger leurs données.
- Les mesures de confinement lors de la pandémie et la migration vers le télétravail obligent les organisations à se doter d'infrastructures technologiques résilientes.

Dépenses en cybersécurité dans le monde de 2017 à 2020

Milliards, \$US



Dans un monde connecté, les cyberincidents ont sensibilisé les consommateurs à l'importance de la protection des renseignements personnels.

Sources : Banque du Canada, « Cyberincidents: état des lieux » (2019); KPMG, « Sondage cybersécurité » (2020)..

Les fintechs

La préférence pour les services en ligne est devenue un besoin au cours de la pandémie. Un point d'inflexion?

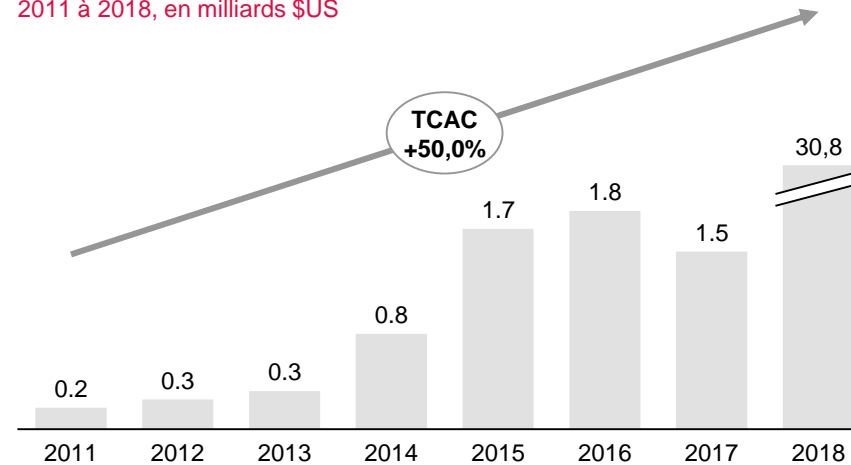


Elles bouleversent l'offre de services et imposent de nouveaux modèles d'affaire.

- Les consommateurs apprécient la rapidité, la convivialité et le caractère abordable des produits et services numériques.
- Les fintechs sont de jeunes entreprises qui proposent grâce à la technologie des produits et services financiers innovants, qui réinventent l'expérience client.
- Reconnaissant le besoin d'innover, les institutions financières développent également des solutions technologiques à l'interne afin de réduire leurs coûts, contrer les menaces concurrentielles et séduire une clientèle aux besoins changeants. Cela nécessite des investissements importants.
- On a souvent opposé les institutions financières bien implantées aux entreprises en démarrage cherchant à les concurrencer. Au fil des ans, elles ont accentué leur collaboration.
- Les fintechs, ce sont aussi les Big Tech, des géants de la technologie Web dont les modèles d'affaires, centrés sur l'analyse de données et les externalités de réseau, cherchent à s'imposer dans le secteur financier.

- Selon McKinsey Panorama, près de 80 % des institutions financières à l'échelle mondiale ont conclu des partenariats impliquant des fintechs, une réalité qui a fait passer les investissements mondiaux dans le capital-risque de fintechs à 30,8 milliards \$US en 2018, contre 1,8 milliard en 2011, soit une croissance de 50 % par année (TCAC).

Investissement mondial en capital de risque dans les fintechs
2011 à 2018, en milliards \$US



Sources : Finance et investissement, « Les tendances mondiales relatives à la fintech », (2019); McKinsey & Company, « Synergy and disruption: Ten trends shaping fintech » (2018)..

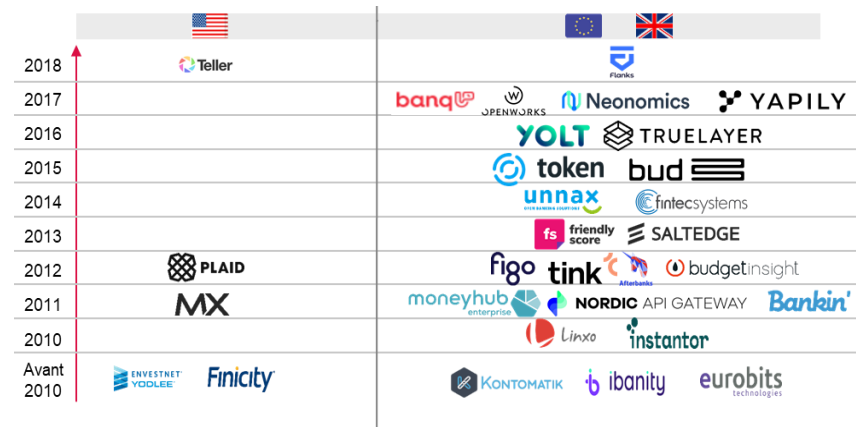
Le système bancaire ouvert

La Communauté européenne, le Royaume-Uni et l'Australie ont imposé aux banques un cadre opérationnel donnant accès aux tiers aux données financières de leurs clients qui y consentent.



Le système bancaire ouvert favorise l'arrivée de nouveaux acteurs. Le Canada tarde à se positionner.

- L'accumulation des données constitue un atout pour les institutions financières. L'incapacité des fintechs d'accéder aux données limite le déploiement de services innovants.
- Le partage des données consenti par les clients est déjà une pratique répandue et favorise la désintermédiation du secteur.
- Le mécanisme de partage prédominant (*screen scraping*) n'est pas une solution viable, car elle comporte des risques de sécurité et de responsabilité des institutions financières.
- Le gouvernement fédéral est encore en réflexion et sa décision tarde. Le comité consultatif qu'il a créé a indiqué en janvier 2019 que le Canada risquait de prendre du retard par rapport à d'autres pays.
- Le contexte constitutionnel canadien complexifie la mise en place d'une stratégie. Dans la mesure où l'ouverture permettra à de nouvelles entreprises d'offrir des services financiers aux consommateurs, elles pourraient être assujetties aux autorités provinciales.
- Les différentes approches d'ouverture du système bancaire conditionnent la transformation du marché :
 - Aux États-Unis, l'ouverture est menée par l'industrie qui en détermine les conditions. L'absence d'harmonisation a eu pour effet de consolider le marché.
 - En Europe, où l'ouverture est dictée par les autorités, on note la présence d'un nombre plus important de joueurs.



Sources : Pauline Brunel, États-Unis vs. Europe : deux visions de l'Open Banking (2020); Gouvernement du Canada « Les finances axées sur les clients: le futur des services financiers », janvier 2020.

Les talents

L'émergence des technologies comme la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle modifie la nature des emplois occupés.



Le recrutement des professionnels qualifiés en TI et en finance est un défi

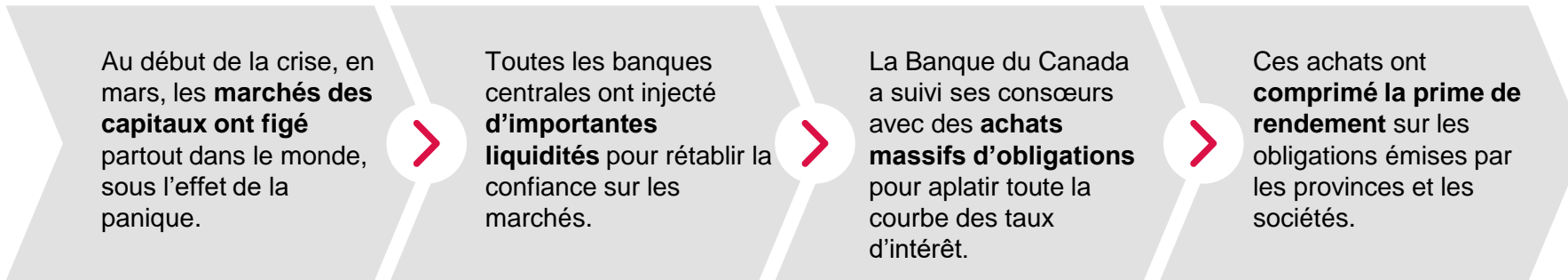
- L'offre de produits et services de demain reposera sur la capacité à valoriser les données et à offrir des solutions numériques conviviales, personnalisées et peu coûteuses.
- Pour répondre à ce défi, il faudra une main-d'œuvre spécialisée dans la cybersécurité, les sciences des données, l'intelligence artificielle, la gestion des risques et la finance durable.
- Les emplois cléricaux à faible valeur ajoutée sont éliminés par la technologie. Le personnel de première ligne auprès de clients doit être formé pour offrir des services plus complexes en s'appuyant sur la technologie.
- Les difficultés de recrutement sont un frein à la croissance du secteur :
 - Attraction des talents de l'IA vers la finance.
 - Image du secteur moins attrayante que les Big Tech et d'autres secteurs.
 - Coût élevé de la main-d'œuvre qualifiée pour les entreprises de petite taille.
 - Frein pour l'attraction à Montréal d'institutions financières pouvant se qualifier comme Centre financier international (CFI).

2

RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE SUR LE SECTEUR

Un choc sur le système financier

Grâce à sa forte capitalisation, à une gestion des risques renforcée et à l'injection de liquidités par la Banque du Canada, le système financier canadien est beaucoup plus solide que lors de la Grande crise financière de 2008-2009.



Les marchés fonctionnent normalement pour les émissions d'obligations ou d'actions. Les banques ont le capital et les liquidités nécessaires pour prêter aux entreprises à bas taux d'intérêt.

« Jusqu'à présent, le système financier canadien s'est montré résilient. Il continue de servir d'amortisseur, ce qui aide les ménages et les entreprises du pays à faire face aux conséquences économiques de la pandémie. »

Tiff Macklem, Gouverneur, Banque du Canada

8 octobre 2020

Les banques ont provisionné des pertes de 16,4 milliards \$

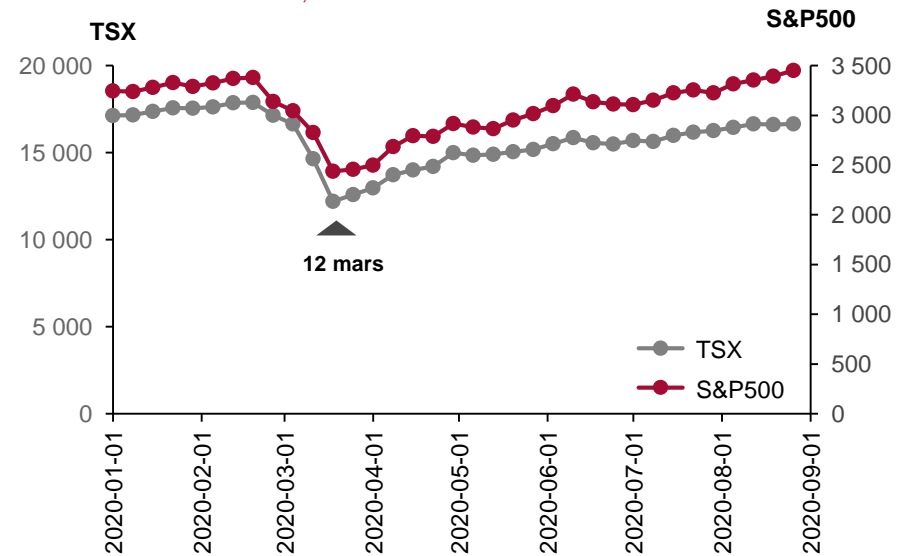
Les banques canadiennes peuvent absorber ce choc et une partie de ces provisions pourrait être renversée l'an prochain, selon l'ampleur et la durée de la deuxième vague.

- Les provisions – dont plus de la moitié pour des prêts encore performants –, ont réduit leurs profits à 12,8 milliards \$ pour leur deuxième et troisième trimestres.
- Le ratio de capital de catégorie 1 reste solide avec une moyenne de 11,8 %.
- Les régulateurs ont abaissé de 11 % à 10 % le ratio minimum exigé, dégageant une capacité de prêts additionnelle de 300 milliards \$.
- Cet assouplissement est une disposition d'un mécanisme réglementaire contracyclique prévu par le Bureau du surintendant des institutions financières et l'Autorité des marchés financiers (pour Desjardins).
- Les bas taux d'intérêt compriment encore plus la marge nette d'intérêt des institutions de dépôt et accroissent le passif des fonds de pension et des assureurs-vie, un défi récurrent depuis la récession précédente.
- Les programmes d'aide ont temporairement gonflé les dépôts et réduit le coût des fonds des banques.

- Sous l'effet des bas taux d'intérêt, la correction boursière est effacée aux États-Unis, mais pas encore au Canada.

Développement hebdomadaire des indices S&P 500 et TSX

Janvier 2020 à août 2020, Indices



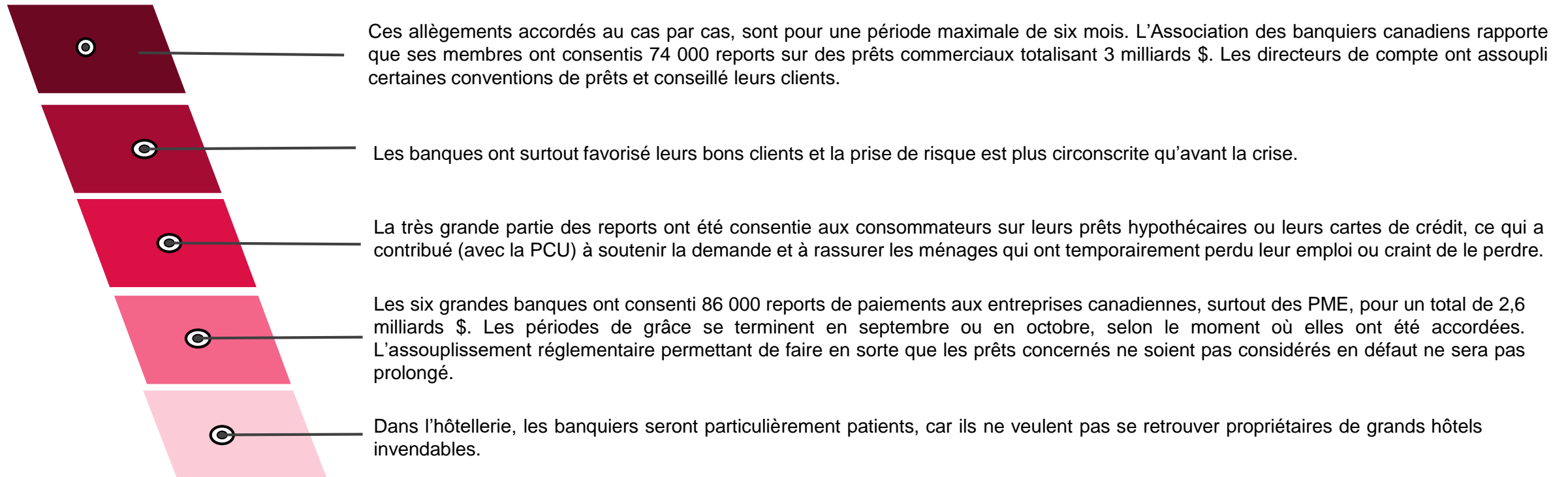
La porte d'entrée de certains programmes d'aide

Proches de leurs clients, les institutions de dépôt ont été une courroie de transmission efficace.

Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC)	<ul style="list-style-type: none">• Dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), les banques et Desjardins ont accordé aux PME et (aux OSBL) des prêts sans intérêt de 40 000 \$, dont 25 % seront radiés si le prêt est remboursé avant la fin de 2022.<ul style="list-style-type: none">• 70 % des PME canadiennes y ont fait appel, dont 155 000 au Québec. Ces prêts totalisent 30 milliards \$, dont 6,2 milliards \$ au Québec.• Ajout en octobre d'un prêt additionnel de 20 000\$, dont la moitié peut être radié pour les entreprises toujours affectées.
Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE)	<ul style="list-style-type: none">• Les banques et Desjardins ont consenti des prêts d'au moins 50 000 \$ à 80 % garantis par Investissement Québec dans le cadre du Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE), pour absorber des dépenses liées à la COVID. Ces prêts totalisent 1 milliard \$ sur une enveloppe de 2,5 milliards \$.
Programme de crédit aux entreprises (PCE)	<ul style="list-style-type: none">• Deux autres programmes fédéraux accessibles via les banques ont été très peu sollicités en raison de problèmes de conception et possiblement de la réticence des entreprises à s'endetter davantage. Les prêts sont consentis par les institutions financières, mais garantis à 80 % par le gouvernement. Le Discours du Trône a promis des améliorations.<ul style="list-style-type: none">• Le Programme de crédit aux entreprises (PCE) d'Exportation et développement Canada finance des crédits d'exploitation et des prêts à terme allant jusqu'à 6,25 millions \$ pour les PME, exportatrices ou non. Le Programme de prêts conjoints de la BDC porte sur des prêts de 1 à 12,5 millions \$ pour financer les flux de trésorerie opérationnels.
Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)	<ul style="list-style-type: none">• L'autre programme très populaire est la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), maintenant allongée jusqu'à l'été 2021, mais avec une subvention moins généreuse, passant de 85 % à 65 %. Ce programme est administré par l'Agence du Revenu du Canada, sans l'aide des institutions financières.
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL)	<ul style="list-style-type: none">• Un premier programme pour le loyer ayant échoué, ce nouveau programme annoncé début octobre vise les locataires commerciaux (et OSBL) en subventionnant jusqu'à 65 % des dépenses à préciser. Une subvention supplémentaire de 25 % sera accordée aux commerces qui ont dû fermer pour respecter les décisions des autorités de santé publique.

Des reports de paiement de six mois

Les institutions financières ont accordé des reports de paiement sur des prêts commerciaux et des primes d'assurance, facilités par un allègement réglementaire temporaire.



3

CONTRIBUTION DU SECTEUR À LA RELANCE

Répondre à l'appel à l'aide des clients

L'appui aux entreprises varie dans le temps, selon l'évolution de la crise, mais aussi selon leur secteur d'activité, leur situation particulière et la nature des services offerts par les institutions.

- La première **réaction** de plusieurs entreprises prises de panique a été de tirer les liquidités maximales sur leurs marges de crédit bancaire. Lorsque les marchés se sont calmés suite à l'intervention de la Banque du Canada, elles ont parfois remboursé les montants dont elles n'avaient pas besoin, mais elles conservent un niveau de liquidité élevé.
- En phase de **résilience**, lorsque les gouvernements du Québec et du Canada ont lancé leurs programmes d'urgence destinés aux PME, ils ont souvent eu recours aux banques et au Mouvement Desjardins comme courroies de transmission efficaces.
- Pour la **relance**, les entreprises auront besoin de financement à long terme, parfois sous forme de capital propre, et de conseils variés pour se préparer à la **nouvelle réalité**.



Réaction

Répondre à la crise



Résilience

Gérer malgré l'incertitude



Relance

Identifier les opportunités



Nouvelle réalité

S'adapter à la nouvelle réalité

Les marchés des capitaux sollicités

Les émissions d'obligations par les entreprises ont atteint des niveaux records



- Du 1^{er} mars au 11 septembre, les grandes sociétés canadiennes ont emprunté **67,8 milliards \$** sur le marché obligataire canadien.
- Des emprunteurs généralement plus risqués ont émis **51,6 milliards \$ sur le marché américain**.
- Cela représente une **augmentation totale de 25 %** par rapport à l'an dernier, sur ces deux marchés.
- Plusieurs de ces émissions ont servi à **rallonger l'échéance de la dette**.

Les émissions d'actions ont été plus modestes, comparables à l'an dernier



- Au cours des trois premiers trimestres, **362 émissions** d'actions de sociétés cotées à Toronto ont recueilli **22 milliards \$**, profitant surtout aux secteurs manufacturier, des communications et des technologies de l'information.
- À souligner l'émission de **1 milliard \$ de Nuvei, en septembre**.

Du capital intelligent et patient pour la reprise

Plusieurs sources de capital intelligent et patient sont disponibles pour la reprise, tant pour la modernisation des entreprises que pour redresser les bilans alourdis par la dette.



La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) a dégagé des liquidités de 4 milliards \$ pour soutenir les entreprises en difficulté temporaire en raison de la crise, qu'elles soient en portefeuille ou non. Ces entreprises devaient être rentables avant la crise, présenter des perspectives de croissance prometteuses et chercher un financement de 5 millions \$ et plus.



La Nationale a lancé le Fonds croissance PME Banque Nationale, financé pour la moitié par le gouvernement du Québec et pour l'autre par elle-même et des investisseurs privés liés à celle-ci. Ses investissements en capital de risque et de développement prendront la forme de capitaux propres ou de quasi-capitaux propres, et visent notamment à accélérer la transformation numérique des PME.



Desjardins

Desjardins capital qui investit dans le capital des entreprises depuis de nombreuses années est demeurée active surtout en région, fidèle à son mandat. Le nouveau Fonds du Grand Mouvement dispose de 150 millions \$ pour des projets locaux, dont l'entrepreneuriat.



Le Fonds de Solidarité de la FTQ a accordé à plus du tiers de ses clients un report de six mois des paiements sur les prêts, mais seul un petit nombre demande un second moratoire. Il accompagne les entreprises dans la révision de leur modèles d'affaires, l'analyse de leur bilan et prévoit réinvestir, au besoin en collaboration avec ses coactionnaires comme Investissement Québec et la CDPQ, pour financer l'investissement et l'innovation. Au début de la pandémie, le Fonds a subi une sortie de 3 milliards \$ de certains investisseurs, mais les contributions nettes ont repris depuis.

Sources : CDPQ, La Caisse contribue à l'effort collectif dans le contexte de la COVID-19, 2020; BNC, La Banque Nationale lance un fonds de capital de risque et de développement, 2020; Desjardins, Fonds du Grand Mouvement, 2020; FTQ, COVID-19 – Mesures d'atténuation, 2020..

Du financement pour la technologie

Investissement Québec dispose de 2,4 milliards \$ pour son nouveau programme Production Innovation, qui couvre toute la chaîne de valeur du secteur manufacturier.

Des prêts à terme sans **remboursement du capital pendant 48 mois** sont disponibles pour financer des investissements dans la technologie, de même que des conseils techniques.

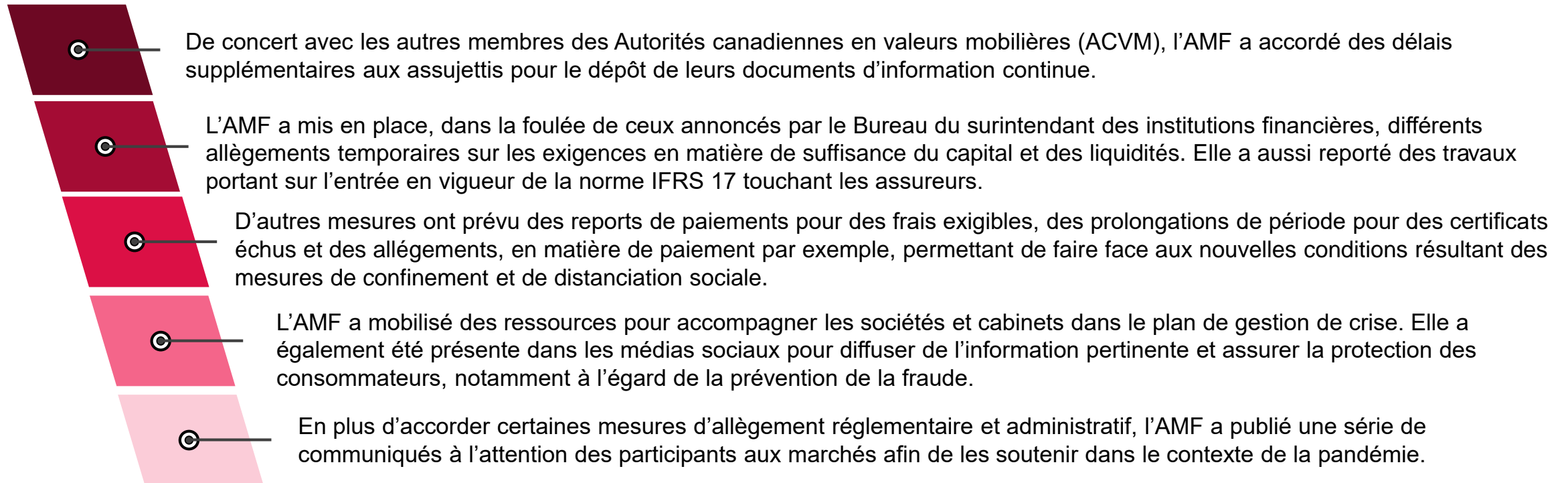
Pour la recapitalisation de grandes entreprises, Investissement Québec pourra puiser avec l'accord du gouvernement dans le Fonds de croissance des entreprises du Québec, **de 1 milliard \$**, créé dans le dernier budget pour protéger les sièges sociaux. L'investissement **minimum sera de 50 millions**.

Le capital-risque a été très actif au Québec depuis la pandémie **avec 47 transactions au 2^e trimestre**, pour un total de **502 millions \$**, qui – comme d'habitude – ont surtout profité aux entreprises des secteurs des TIC et des sciences de la vie.

La plus grande partie de ces capitaux provenaient, directement ou indirectement, **d'institutions des secteurs public et coopératif ou du milieu syndical**.

L'AMF a soutenu le système financier québécois

À l'instar des régulateurs canadiens, l'Autorité des marchés financiers a adopté des mesures atténuant l'impact de la COVID-19 sur les institutions et activités qu'elle règlemente.



Ces mesures témoignent de la volonté de l'AMF d'offrir un allègement aux institutions financières afin qu'elles puissent apporter un soutien aux consommateurs et aux entreprises qui connaissent des difficultés au cours de cette période.

Sources : AMF, (2020), « Mesures pour soutenir le système financier québécois »..

Constats des financiers sur l'économie réelle

Principaux constats

- > La majorité des entreprises traversent relativement bien la crise, mieux qu'espérer au début de l'été : soit leurs activités ont bénéficié de la crise, soit elles n'ont pas été touchées ou soit la baisse des ventes a été compensée par une réduction des coûts.
- > Six mois après le début de la pandémie, les secteurs en difficulté sont circonscrits : principalement l'aérospatiale, le transport aérien, la restauration, l'hôtellerie, le tourisme, les arts de la scène et le divertissement.
- > La situation des entreprises de vente au détail varie selon leur localisation, la nature du commerce et leur capacité à vendre en ligne. Certaines chaînes renégocient leurs baux en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, mais elles survivront à la crise.
- > La deuxième vague accroît les risques pour les secteurs vulnérables.
- > L'immobilier commercial est aussi touché de manière différenciée, mais les propriétaires institutionnels peuvent absorber le choc.
- > Redresser les finances est la première priorité des PME canadiennes. Tirer partie de la technologie arrive au deuxième rang dans la dernière enquête de la BDC.
- > Plusieurs des entreprises les plus durement touchées risquent la faillite dans la prochaine année. Les institutions financières sont peu disposées à sauver celles qui étaient déjà fragiles ou mal gérées avant la crise.

4

OCCASIONS D'AFFAIRES

La finance durable a besoin d'un cadre unifié et de l'IA

La finance durable est une lame de fond qui balaye toute la finance. Dans quelques années, la finance sera durable ou ne sera pas.

À la recherche d'un cadre unique...

- La plus grande difficulté d'implantation est **l'incapacité de comparer plusieurs entreprises** entre elles quant à leur performance en matière d'environnement, de comportement social et de gouvernance. L'information est définie, mesurée et divulguée de façon non comparable.
- Les gestionnaires de portefeuille et les directeurs de crédit sont confrontés à une **prolifération de cadres de mesure, de divulgation et d'engagements volontaires**.
- Si plusieurs initiatives louables ont cours pour unifier ces cadres, **elles se butent à des obstacles importants** : des philosophies politiques différentes, des degrés d'avancement qui varient selon les pays et la structure de leur économie.
- Il se pourrait bien qu'émerge deux pratiques difficilement conciliables : une approche réglementaire *top down* sur le modèle européen et une approche *bottom up* volontaire selon un modèle américain.

L'IA, à défaut d'un cadre unique ou en complément

- L'intelligence artificielle (IA), et notamment **l'apprentissage profond et le traitement du langage naturel, permet d'analyser des informations non structurées**, comme le sont présentement les renseignements de nature ESG.
- La contribution de l'IA serait profitable pour les institutions financières.
- La contribution de l'IA serait d'un grand intérêt public en permettant à la **finance durable d'exercer une pression plus efficace sur le comportement des entreprises** afin qu'elles réduisent leur empreinte carbone, traitent avec plus de considération toutes leurs parties prenantes et **adoptent les meilleures pratiques de gouvernance comme l'inclusion des femmes et des minorités**.

Montréal pourrait se donner un avantage concurrentiel important en rapprochant son expertise en finance durable et ses forces en IA.

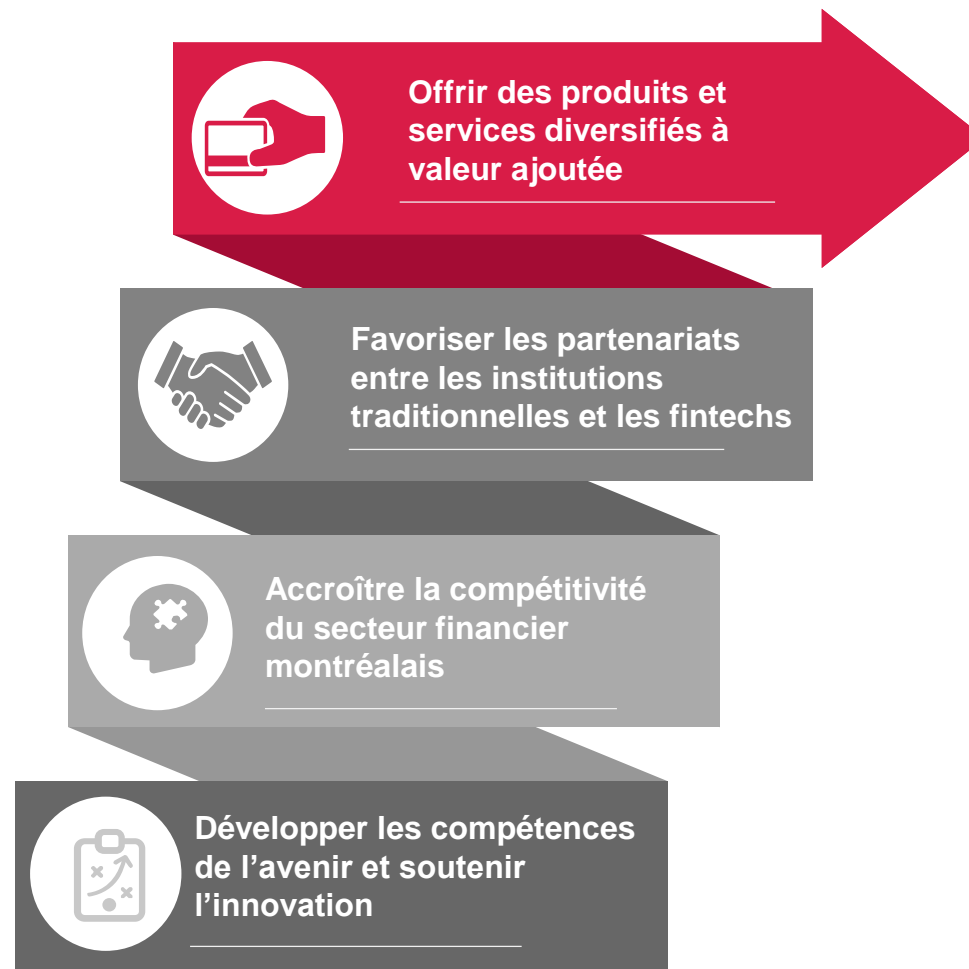
Le système bancaire ouvert mise sur la technologie

Il existe dans les faits, mais de manière désorganisée. Les acteurs de l'écosystème doivent déterminer un cadre pour l'avenir. L'incertitude et l'inaction posent un risque pour la compétitivité.

Le système bancaire ouvert est une opportunité pour la place financière de Montréal.

- Une forte proportion des consommateurs continue d'utiliser les services des institutions financières traditionnelles.
- Les clients pourront bénéficier de la concurrence et des innovations offertes par un système bancaire ouvert.
- Les fintechs (et les Big Tech) pourront accéder aux données des clients qui le permettent pour leur proposer de nouveaux produits et services.
- Des clients plus diversifiés exigent des services personnalisés, complexifiant la gestion des services.
- Le mariage des institutions financières traditionnelles et des fintechs permet de proposer des stratégies diversifiées.
- Le système bancaire ouvert permet d'exploiter le plein potentiel des technologies comme l'intelligence artificielle.
- Les nouvelles entreprises peuvent profiter de l'allègement réglementaire offert par le « bac à sable » de l'Autorité des marchés financiers.

OCCASIONS D'AFFAIRES



L’identité numérique, un passage obligé

La pandémie accentue le besoin d’une identité numérique.

- La transformation numérique fait apparaître de nouvelles formes de fraude, d’usurpation d’identité ou d’utilisation abusive des données personnelles affectant le système financier.
- Les difficultés d’affirmer son identité dans un monde numérique limitent l’adoption de nouveaux services financiers.
- La mise en place d’un système d’identité numérique sécuritaire est essentielle pour pleinement profiter de la transformation numérique.
- Une identité numérique robuste permet une baisse des coûts, une réduction de la fraude et un meilleur contrôle sur les données personnelles.



Source : CCIAN.

Estimation des économies potentielles

2018, en CA\$ par année

Économies potentielles	Domaines impliqués
6,1 G\$	En facilitant l’identification des individus pour accéder à des services
4,5 G\$	En améliorant les processus de vérification d’identité pour les PME
482 M\$	En facilitant l’accès aux services gouvernementaux pour les citoyens
100 M\$	En réduisant les coûts de traitement des fraudes pour les institutions financières

- Les gouvernements souhaitent dématérialiser des services publics et privés.
 - Le gouvernement du Québec, par son aide financière au Laboratoire d’identité numérique du Canada, confirme son engagement à soutenir l’innovation en matière d’identité numérique.
 - Les institutions financières, des tiers de confiance naturels, s’inscrivent dans ce mouvement et collaborent, notamment à travers l’initiative « Vérifiez.Moi ».
 - Le Conseil canadien d’identification et d’authentification numériques (CCIAN ou DIACC) et TechnoMontréal travaillent en partenariat pour accélérer le développement et l’adoption de l’identité numérique.
 - Le CCIAN a publié le *Cadre de confiance pancanadien* définissant la façon d’implanter l’identification numérique au Canada.

La cybersécurité, une priorité pour nos institutions et une occasion à saisir pour nos entreprises

Le Grand Montréal se positionne comme un leader dans le développement de la cybersécurité.

La cybersécurité assure la disponibilité et la confidentialité de l'information, des critères qui permettent d'arrimer sécurité et profitabilité des organisations, qu'elles soient du secteur financier ou non.

- La cybersécurité est un enjeu stratégique pour toute entreprise, petite et grande.
- C'est un domaine en forte croissance.

De nombreux experts en cybersécurité



Montréal est prête à relever ce défi avec près de 3 000 spécialistes en cybersécurité dans le secteur des TI et 2 000 autres dans des disciplines connexes comme la criminologie et la conformité.

Une relève dans les universités



Les six universités cultivent les talents dans différents programmes liés à la cybersécurité, y compris à la Chaire de recherche en prévention de la cybercriminalité de l'Université de Montréal.

Programme d'innovation en cybersécurité du Québec



Des subventions pour les entreprises en cybersécurité pour encourager l'innovation et le maillage avec les chercheurs.

Un bassin de talents en IA



Un vibrant écosystème et un bassin de talents en intelligence artificielle qui apporte une valeur ajoutée en matière de cybersécurité.

5

**PISTES D'ACTION
POUR LA RELANCE
DU SECTEUR ET DU
GRAND MONTRÉAL**

Mise en contexte des pistes d'action

Le secteur financier au service de l'économie réelle

Ce rôle offre un regard horizontal privilégié sur la situation des entreprises dans tous les secteurs.

Les institutions financières sont directement engagées dans la gestion de la crise à laquelle sont confrontés leurs clients.

Le secteur doit arbitrer des intérêts variés : les siens afin de minimiser ses pertes, ceux de ces clients dont il veut conserver la faveur et ceux des gouvernements dont il est parfois l'agent. Il doit également se plier aux consignes de ses régulateurs.

Les financiers sont unanimes à dire que tout l'écosystème collabore étroitement à gérer la crise. Sur les points essentiels, ils partagent la même analyse qui étaye les recommandations qui suivent.

PISTES POUR LE SECTEUR FINANCIER

Le secteur financier est solidement capitalisé et dispose de toutes les liquidités nécessaires. Les pistes d'action structurantes pour son développement ont un horizon de moyen et de long terme, quoique des gestes doivent être posés dès maintenant.

Certaines initiatives sont nécessaires pour demeurer à la fine pointe, d'autres pourraient renforcer des avantages concurrentiels.

PISTES SUGGÉRÉES PAR LE SECTEUR FINANCIER

Les suggestions du secteur financier ont un horizon de court à moyen terme et portent surtout sur la phase de relance et les nouvelles réalités de l'économie.

Les pistes d'action présentées ci-après sont portées par la Chambre et Finance Montréal. Elles ciblent l'industrie et les gouvernements.

PISTES D'ACTION



CIBLE : INDUSTRIE – INSTITUTIONS FINANCIÈRES – FINANCE MONTRÉAL – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

1. Positionner le Grand Montréal comme pôle nord-américain en finance durable

- A. Créer un événement annuel majeur sur la finance durable.
- B. Attirer et développer les talents en investissement responsable.
- C. Assurer une relève entrepreneuriale spécialisée.
- D. Mobiliser l'expertise montréalaise en IA pour l'analyse des informations ESG qui sont difficilement comparables.

2. Renforcer les efforts nationaux autour de la cybersécurité, et ainsi éviter de limiter à une organisation la portée de cette action (e.g. Cybereco)

- A. Cerner les besoins des institutions financières et des autres entreprises de l'économie réelle et offrir de la formation en cybersécurité.
- B. Accentuer la R-D, notamment par le Programme d'innovation en cybersécurité du Québec (PICQ).

3. Attirer et former le talent nécessaire pour œuvrer dans une finance plus technologique

Formation

- A. Revoir la formation offerte afin de favoriser l'adaptation des programmes aux besoins changeants de l'industrie.
- B. Favoriser des profils hybrides en finance quantitative et sciences des données.
- C. Favoriser les partenariats entre les institutions financières et les universités dans des domaines de pointe comme la science de données et l'intelligence artificielle.
- D. Donner suite à l'étude en cours de Finance Montréal sur la main-d'œuvre en investissement responsable, en concertation avec le milieu universitaire.

PISTES D'ACTION



CIBLE : INDUSTRIE – INSTITUTIONS FINANCIÈRES – FINANCE MONTRÉAL – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

3. Attirer et former le talent nécessaire pour œuvrer dans une finance plus technologique (suite)

Attraction

- A. Assurer la collaboration entre les acteurs de l'industrie pour rehausser l'attrait du secteur auprès des jeunes, particulièrement la relève formée en technologie.
- B. Soutenir l'utilisation éthique des données dans l'utilisation de l'intelligence artificielle et le développement de produits et services.
- C. Ajuster les incitatifs existants afin d'attirer de nouveaux emplois et renforcer l'écosystème.
- D. Renforcer la stratégie d'attraction des étudiants étrangers.

4. Prendre position sur le cadre souhaité au Canada pour le système bancaire ouvert

- A. Favoriser la collaboration entre l'industrie et le gouvernement dans l'élaboration d'un cadre assurant la protection des données, garante de la confiance nécessaire pour maintenir un secteur financier robuste, tout en respectant les compétences des provinces dans le secteur financier.

5. Accélérer la mise en place d'une identité numérique nationale

- A. Conserver notre place de leader au Canada en innovation dans le domaine de l'identité numérique.
- B. Participer aux essais alpha du Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques (CCIAN/DIACC) afin d'accélérer l'adoption à grande échelle de l'identification numérique au Québec et au Canada.



CIBLE : GOUVERNEMENTS

6. Revoir les mesures d'aide aux entreprises afin qu'elles soient plus ciblées et structurantes

- A. Travailler avec le secteur financier pour identifier les meilleures façons de pérenniser l'aide gouvernementale aux secteurs qui prendront du temps à se relever et s'assurer que cette aide soit structurante pour leur avenir.
- B. Élaborer une solution partenariale pour aider le secteur aérospatial et les transporteurs aériens, les institutions financières ne pouvant à elles seules assurer l'avenir de ce secteur hautement stratégique de l'économie.
- C. Assurer une aide générale accessible à tous les secteurs, structurante à long terme, ciblée sur des activités précises créatrices de valeur comme la formation de la main-d'œuvre, la numérisation, la vente en ligne, l'automatisation des procédés et la R-D.
- D. Toute aide à l'entreprise, venant des gouvernements ou des institutions financières, doit être conditionnelle à des changements dans l'entreprise afin qu'elle soit mieux placée pour affronter les défis à venir.

7. Présenter une vision claire et à long terme de l'économie afin de rallier les efforts du milieu financier et d'encourager l'investissement. En particulier, un leadership fort est attendu pour :

- A. L'accélération de la numérisation des entreprises, domaine où le Québec accuse un grave retard, en s'assurant d'un arrimage entre les programmes gouvernementaux et le financement offert par le secteur financier.
- B. La formation et la requalification de la main-d'œuvre pour utiliser les nouvelles technologies et se replacer dans les secteurs en croissance.
- C. La transition vers une économie sobre en carbone, résiliente et inclusive, tant pour limiter les dégâts d'une prochaine crise que pour profiter des nouvelles occasions d'affaires.

PISTES D'ACTION



CIBLE : INSTITUTIONS FINANCIÈRES – GOUVERNEMENTS

8. Parer au risque des entreprises zombies qui ne meurent pas, mais qui se languissent car trop endettées

- A. Favoriser les initiatives permettant d'assainir le bilan des entreprises endettées par des investissements en capitaux propres ou mezzanine ou par des opérations de fusion et acquisition.
- B. S'assurer que les entreprises aient accès à un appui technique pour les aider à revoir leur modèle d'affaires et à planifier la modernisation de leurs procédés.
- C. Accepter qu'on ne pourra pas sauver toutes les entreprises, surtout celles déjà fragiles ou en déclin avant la crise.

9. Encourager la prise de risque dans la création de nouvelles entreprises

- A. Appuyer financièrement et par des conseils les entrepreneurs qui se lancent en affaires, notamment dans les domaines d'avenir.
- B. Donner une seconde chance aux entrepreneurs qui ont fait faillite, ont appris de leurs erreurs et présentent un plan solide.

10. Poursuivre la coopération et les synergies au sein de l'écosystème financier montréalais

- A. Nonobstant une saine concurrence, maintenir la collaboration actuelle entre les institutions financières, privées et publiques, afin d'offrir une gamme de services complets et adaptés aux besoins spécifiques de chaque entreprise.

ANNEXES

- BIBLIOGRAPHIE
- LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES

Bibliographie détaillée des sources utilisées (1/6)

Aviseo Conseil, « Étude prospective de main-d'œuvre », 7 septembre 2018.

Banque du Canada, « Cyberincidents : état des lieux », (2019), [En ligne : <https://www.banqueducanada.ca/2019/12/note-analytique-personnel-2019-32/>]

Banque du Canada, « Enquête sur le système financier », (2019), [En ligne : <https://www.banqueducanada.ca/2019/11/points-saillants-enquete-systeme-financier-18-novembre-2019/>]

Banque du Canada, « La COVID-19 et le système financier », (2020), [En ligne : <https://www.banqueducanada.ca/2020/10/la-covid-19-et-le-systeme-financier/>]

Banque du Canada, « Points saillants de l'enquête sur le système financier » 18 novembre 2019, [En ligne : <https://www.banqueducanada.ca/2019/11/points-saillants-enquete-systeme-financier-18-novembre-2019/>]

Banque Nationale, « Nationale lance un fonds de capital de risque et de développement », 2020, [En ligne : <https://www.bnc.ca/fr/a-propos-de-nous/nouvelles/salle-de-presse/communiques-de-presse/2020/20200713-La-Banque-Nationale-lance-un-fonds-de-capital-de-risque-et-de-developpement.html>]

Benoit ROSE, Le Devoir, « L'investissement responsable en pleine progression », (2019), [En ligne : https://www.ledevoir.com/documents/cahier_special/pdf/fb0c2123c2de473e9d48b7cfc82680f960366762.pdf]

BDC, « La réplique: Comment les entrepreneurs s'adaptent à la pandémie. », octobre 2020, [En ligne : https://www.bdc.ca/fr/documents/analyses_recherche/la-replique-comment-entrepreneurs-adaptent-pandemie.pdf?utm_campaign=Covid19-Pandemic-Study--download--FR&utm_medium=email&utm_source=Eloqua]

CDPQ, « La Caisse contribue à l'effort collectif dans le contexte de la COVID-19 », 2020, [En ligne : <https://www.cdpq.com/fr/actualites/communiques/la-caisse-contribue-a-leffort-collectif-dans-le-contexte-de-la-covid-19>]

Chaire en fiscalité et en finances publiques. « Suivi des mesures économiques gouvernementales découlant de la crise de la COVID-19: Québec, Canada et Monde », (octobre 2020), [En ligne : https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/suivi-mesures-economiques-covid-19/#mesures_soutien_liquidites_entreprises]

Bibliographie détaillée des sources utilisées (2/6)

CH & Co., « Étude sur la profondeur de la main-d'œuvre des services financiers à Montréal », octobre 2017.

Conference Board of Canada, « Metropolitan Outlook », (2019), [En ligne : <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=10283>]

CorporateKnights, « Sustainable solutions investments », (2020), [En ligne : <https://www.corporateknights.com/channels/responsible-investing/>]

Deloitte, « Étude sur l'investissement responsable », (2016), [Document fourni par Finance Montréal]

Desjardins, « Fonds du Grand Mouvement », 2020, [En ligne : <https://www.desjardins.com/grand-mouvement/index.jsp>]

EDC, « Covid-19: aider les entreprises », 2020, [En ligne : https://www.edc.ca/fr/campaign/coronavirus-covid-19.html?utm_source=facebook&utm_medium=social-paid&utm_campaign=content_social&utm_content=link_coronavirus-covid-19_mar-20_e]

ESDC, « Finance et assurances, Services immobiliers et services de location », (2018), [En ligne : http://www.edsc.gc.ca/img/edsc-esdc/jobbank/SectoralProfiles/QC/SP-QC-20182020-NAICS52_53_fr.pdf]

Finance et investissement, « Les tendances mondiales relatives à la fintech », (2019), [En ligne : <https://www.finance-investissement.com/nouvelles/actualites/les-tendances-mondiales-relatives-a-la-fintech/>]

Finances Montréal et Conseil emploi métropole, « Les intelligences du futur dans l'industrie des services financiers », août 2018, [En ligne : https://emploi-metropole.org/wp-content/uploads/2019/08/CEM_Intelligences-Du-Futur-Services-Financiers.pdf]

Fonds locaux de solidarité FTQ, « COVID-19 – Mesures d'atténuation », 2020, [En ligne : <https://fondslocaux.fondsftq.com/covid-19-mesures-dattenuation/>]

Global Financial Centres Index, (2020), [En ligne : <https://www.longfinance.net/publications/long-finance-reports/global-financial-centres-index-28/>]

Bibliographie détaillée des sources utilisées (3/6)

Gouvernement du Canada « Les finances axées sur les clients: le futur des services financiers », janvier 2020, [En ligne : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2020/01/le-ministre-morneau-annonce-la-deuxieme-etape-de-lexamen-du-systeme-bancaire-ouvert-en-mettant-laccent-sur-la-securite-des-donnees-dans-les-service.html>]

Gouvernement du Canada, « Prestation canadienne d'urgence », 2020, [En ligne : <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/pcusc-application.html>]

Gouvernement du Canada, « Subvention Salariale d'urgence du Canada », 2020; [En ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/subvention/subvention-salariale-urgence.html>]

Gouvernement du Québec, Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion, « Plan stratégique 2016-2021 », 2017, [En ligne : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/plan-strategique/PL_strategique_2016-2021_integral_MIDI.pdf?1544624876]

Hélène BARIL, « Investissement Québec veut pousser les entrepreneurs à innover », La Presse, 25 septembre 2020; [En ligne : <https://www.lapresse.ca/affaires/2020-09-25/investissement-quebec-veut-pousser-les-entrepreneurs-a-innover.php>]

Investissement Québec, « Faits saillants du budget provincial 2019-2020 », [En ligne : <https://www.investquebec.com/quebec/fr/salle-de-presse/nouvelle/Faits-saillants-du-budget-provincial-2019-2020.html>]

ISQ, « Produit intérieur brut aux prix de base par industrie », (2018), [En ligne : https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/pib-ra-rmr-industrie.htm#tri_type_regn=144&tri_regn=5004000000000000]

ISQ, « Produit intérieur brut régional », (2017), [En ligne : <https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/pir/pir-201712.pdf>]

Jacques NADEAU, Le Devoir, « Qu'attendre du prochain président de la Caisse de dépôt », janvier 2020, [En ligne : <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/571277/finances-qu-attendre-du-prochain-president-de-la-caisse-de-depot>]

Bibliographie détaillée des sources utilisées (4/6)

KPMG, « COVID-19 : Sortie de crise : Soutenir la relance de nos clients » (2020), [En ligne : <https://home.kpmg/ca/fr/home/insights/2020/03/the-business-implications-of-coronavirus.html>]

KPMG, « ESG Report », (2019), [En ligne : <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/02/sustainable-investing.html>]

KPMG, « Impact de l'intelligence artificielle sur le secteur des services financiers », (2017), [En ligne : <https://home.kpmg/fr/fr/home/media/press-releases/2018/10/etude-kpmg-fevad.html>]

KPMG, « Leading Global FinTech », (2019), [En ligne : <https://home.kpmg/xx/en/home/campaigns/2019/07/pulse-of-fintech-h1-2019.html>]

KPMG, « Sondage cybersécurité », (2020), [En ligne : <https://home.kpmg/ca/fr/home/insights/2020/01/high-stakes-of-cyber-security-for-financial-services.html>]

Long Finance, « Global Financial Centres Index », (2020), [En ligne : <https://www.longfinance.net/programmes/financial-centre-futures/global-financial-centres-index/>]

McKinsey & Company, « Synergy and disruption: Ten trends shaping fintech », (2018), [En ligne : <https://www.mckinsey.com/industries/financial-services/our-insights/synergy-and-disruption-ten-trends-shaping-fintech>]

Montreal Gazette, « Reopening Canada », (2020), [En ligne : <https://montrealgazette.com/news/national/reopening-canada/bleak-summer-seen-for-montreal-hotels-but-outlook-is-better-in-regions-like-Charlevoix>]

Montréal International, « Évolution de l'emploi », (2020), [En ligne : <https://www.montrealinternational.com/fr/actualites/montreal-deuxieme-economie-metropolitaine-la-plus-resiliente-du-canada-et-des-etats-unis/>]

Montréal International, « La cybersécurité dans le Grand Montréal: un secteur en pleine croissance », 2019, [En ligne : <https://www.montrealinternational.com/app/uploads/2019/04/montreal-investir-dans-le-futur-de-la-cybersecurite2.pdf>]

Montréal International, « Montréal : ville de choix pour les FinTech », [En ligne : <https://www.montrealinternational.com/fr/secteurs-cles/technologies-financieres/>]

Bibliographie détaillée des sources utilisées (5/6)

Pauline BRUNEL, « États-Unis vs. Europe : deux visions de l'Open Banking », Finance-Mag, 17 avril 2020, [En ligne : <https://finance-mag.com/etats-unis-vs-europe-deux-visions-de-lopen-banking/>].

RCGT, « Au-delà de la contribution directe à l'emploi et au PIB », 21 mars 2018, [Document fourni par Finance Montréal]

Réseau Capital, « Aperçu du marché [...] au premier trimestre 2020, août 2020, [En ligne : <https://reseaucapital.com/nouvelles/aperçu-du-marché-quebécois-du-capital-de-risque-et-du-capital-de-developpement-au-premier-trimestre-2020/>]

Restaurant Dive, « Covid-19 closures impact », (2020), [En ligne : <https://www.restaurantdive.com/news/city-restaurants-see-greater-impact-from-covid-19-closures/579280/>]

Statistique Canada, « Enquête sur la population active », (2020), [En ligne : <https://www.statcan.gc.ca/fra/enquete/menages/3701>]

Statistique Canada, « Enquête sur la population active », (2018), [En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190104/dq190104a-fra.htm>]

Statistique Canada, « Metro Recovery Index », (2020), [En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/type/data>]

Statistique Canada, « Nombre d'entreprises canadiennes », (2016), [En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3310004101&pickMembers%5B0%5D=2.1&pickMembers%5B1%5D=3.13>]

Statistique Canada, « PIB et indice de concentration géographique (ICG) de l'industrie finance et assurances », (2017), [En ligne : https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/secteur-financier/principaux-indicateurs/pib/pib_rmr_08-17.htm]

Statistique Canada, « Produit intérieur brut aux prix de base, par industries, provinces et territoires », (2019), [En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610040201>]

Statistique Canada, « Rémunération hebdomadaire moyenne selon l'industrie, données annuelles », (2019), [En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410020401>]

Bibliographie détaillée des sources utilisées (6/6)

US Census, « Finance and Insurance: Summary Statistics for the U.S., States », (2017), [En ligne : <https://data.census.gov/cedsci/table?q=employment%20in%20finance%20&g=310M500US35620&y=2017&tid=ECNBASIC2017.EC1752BASIC&hidePreview=true>]

US Census, « Place of work for workers 16 years and over – Metropolitan statistical area level », (2017), [En ligne : <https://data.census.gov/cedsci/table?q=employment%20by%20cities&g=310M400US41860&y=2017&tid=ACSDT1Y2017.B08016&hidePreview=false>]

Yahoo Finance, « S&P 500 », (2020), [<https://finance.yahoo.com/quote/%5EGSPC/>]

Yahoo Finance, « S&P/TSX Composite index », (2020), [<https://finance.yahoo.com/quote/%5Egsptse?ltr=1>]

Liste des organismes consultés

ORGANISATION	NOM	TITRE
Banque Nationale	Stephane Achard	PVP, Entreprises et Assurances
Banque Nationale	Laurent Ferreira	PVP, Marchés financiers
Banque Royale	Jean-François Prince	VP régional, Services financiers commerciaux
BDC	Pierre Cléroux	VP, Recherche et économiste en chef
CDPQ	Sébastien Adam	Directeur Principal, Stratégie
Desjardins	Marie-Claude Boisvert	PVP, Services aux entreprises
Finance Montréal, la grappe financière du Québec	Jacques Deforges (et collègues)	Directeur général
Fonds de Solidarité de la FTQ	Alain Denis	VPP Investissements – Capital de risque
Industrielle Alliance	Clément Gignac	VPP et économiste en chef
Investissement Québec	Alexandre Sieber	PVP exécutif, financement corporatif
Réseau Capital	Guillaume Caudron	Président-directeur général

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE
MÉTROPOLITAIN

RELANÇONS **MTL**

RELANÇONSMTL.CA

Propulsé par :



Canada 



Québec 

Montréal 

En association avec :



En collaboration avec :



Grâce au soutien de :



CGI

Desjardins

Hydro
Québec

LA PRESSE

MONTREAL
GAZETTE



RioTinto

En partenariat avec :



AÉRO
MONTREAL

alu Québec
Groupe de l'aluminium



CARGOM
GRAPPE MÉTROPOLITAINE DE
LOGISTIQUE ET TRANSPORT DE MONTRÉAL

CO
CD Conseil québécois
du commerce de détail

Culture
Montréal

écotech
Québec

femmessor
financement +
accompagnement

FINANCE
MONTREAL

JCCM
JEUNE CHAMBRE
DE COMMERCE
DE MONTRÉAL

La
GUILDE
du jeu vidéo
du Québec

mmode
LA GRAPPE MÉTROPOLITAINE DE LA MODE

MTL
INTL Montréal
International

MONTREAL
INVIVO

NUMANA
Catalyseur d'écosystèmes technologiques

propulsion
Québec
Groupe des
transports électriques
et intelligents

TOURISME /
MONTREAL